



University for Peace
Université pour la Paix



TRANSFORMATION NONVIOLENTE DES CONFLITS — AFRIQUE

JEUNE QU'UNE FOIS

Introduction à la lutte nonviolente
à l'intention des jeunes

Christopher A. Miller





Université pour la Paix



La mission de l'Université pour la paix est de doter l'humanité d'un établissement international d'enseignement supérieur au service de la paix, ayant pour objectif de favoriser entre tous les êtres humains un esprit de compréhension, de tolérance et de coexistence pacifique, d'encourager la coopération entre les peuples et de contribuer à réduire les obstacles et les menaces à la paix et au progrès dans le monde, conformément aux nobles aspirations proclamées dans la Charte des Nations Unies.

Charte de l'Université pour la paix,
Article 2, approuvée par l'Assemblée Générale des Nations Unies,
Résolution A/RES/35/55



Université pour la Paix, Programme Afrique
PO Box 2794, code 1250
Addis-Abeba, Éthiopie
Téléphone : +251-11-6180991
Fax : +251-11-6180993
Courriel : africaprogramme@upeace.org
Site Internet : www.africa.upeace.org

TRANSFORMATION NONVIOLENTE DES CONFLITS — AFRIQUE

Dans la même collection :

'Bite Not One Another': Selected Accounts of Nonviolent Struggle in Africa

Nonviolent Strategic Struggle: A Training Manual

Pour commander, communiquez avec publications@upeace.org

TRANSFORMATION NONVIOLENTE DES CONFLITS — AFRIQUE

JEUNE QU'UNE FOIS

INTRODUCTION À LA LUTTE NONVIOLENTE
À L'INTENTION DES JEUNES

Christopher A. Miller

Mary E. King

Directrice de la collection

Titre original

« Only Young Once:

An Introduction to Nonviolent Struggle for Youths ».

Traduit de l'anglais par Philippe Duhamel.

Version française produite grâce à l'appui du
Centre international sur le conflit nonviolent.



Université pour la Paix, Programme Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie

Photo de couverture

Des étudiants de l'Université du Zimbabwe portent des rameaux de palmier et de petites branches au cours d'une manifestation pacifique partie du campus pour se rendre au centre-ville d'Harare, le 9 avril 2001. Les étudiants, qui dénonçaient le décès d'un des leurs, vraisemblablement battu à mort par la police antiémeute lors d'une manifestation tenue la veille, ont été dispersés par les gaz lacrymogènes lancés par les policiers. Photo : Howard Burditt/Reuters.

Tous droits réservés © 2009 Université pour la Paix.

Tous droits réservés. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université pour la Paix.

Imprimé aux États-Unis d'Amérique.

ISBN 978-9977-925-59-2

TABLE DES MATIÈRES

Préface	9
Introduction	11
1 La lutte nonviolente, une option efficace en cas de conflit	15
2 Sources de pouvoir et piliers de soutien	25
3 Méthodes de l'action nonviolente	33
4 Arguments contre l'action violente	45
5 Les actions d'aujourd'hui, le monde de demain	53
Annexe • Les méthodes de l'action nonviolente	59
Bibliographie	67

Préface

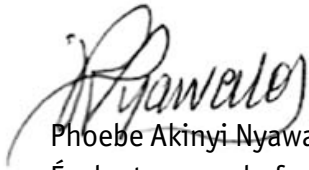
Jeune qu'une fois est un ouvrage qui s'attaque à un problème endémique, une question qui freine la marche de l'Afrique vers le développement durable : comment offrir à la jeunesse du continent les compétences éthiques, morales et pragmatiques susceptibles de contrer le sentiment d'impuissance, dont souffrent tant de jeunes devant les menaces à la sécurité humaine, partout en Afrique. Pendant trop longtemps, l'impérialisme et les élites dirigeantes d'Afrique ont infligé au continent des épreuves avilissantes et dévastatrices, nourries des forces diaboliques du matérialisme et de l'hégémonisme, conjuguées à l'obsession de se maintenir au pouvoir à tout prix. Ces gestes ont renforcé les structures et les croyances à la source des inégalités, de l'absence de démocratie dans l'espace politique et de la violence sous toutes ses formes. Les structures ont dès lors propagé des maux qui rongent l'esprit humain, rendent les gens vulnérables à la manipulation et facilitent d'autant le maintien d'un statu quo désespérant.

Les jeunes n'ont pas été épargnés par les ravages découlant de cette situation. Si on louange les jeunes d'Afrique comme les principaux acteurs et porteurs d'avenir du continent, ses réalités économiques, sociales et politiques accablantes les frappent de plein fouet, sapant ainsi l'optimisme passionné et la foi en l'avenir qui sont leurs plus grands atouts dans cette phase de leur développement. Au lieu de cela, les jeunes Africains et Africaines ont appris que la peur, la méfiance et l'agression font partie de la vie. Nombreux sont ceux et celles qui ont cherché refuge à leur douleur, à leur rage et à leur frustration dans la drogue, le banditisme et autres activités destructrices, inconscients des conséquences sur eux-mêmes et les autres. Certains, hélas, en ont été réduits à l'état de « vils mercenaires » et d'opportunistes politiques, sautant sur la moindre occasion de participer à un conflit armé, à la corruption et aux pires déviances sociales, sans même savoir ni se demander pourquoi, le cédant à l'appât du gain personnel et aux manipulations malhonnêtes.

C'est ainsi que la jeunesse africaine se trouve diabolisée, d'une part, comme une génération veule et ignorante, sans identité ni gouvernail. Par ailleurs, son impatience devant les conditions actuelles lui vaut d'être souvent la cible de la répression, violence qui s'accompagne de promesses du type « Vous êtes les dirigeants de demain », comme si cela devait freiner leur élan et leur passion. Cet avenir, ce lendemain insaisissable ne cessent pourtant de se reporter dans le temps et l'espace, comme l'horizon recule devant chaque pas du voyageur. Or, il appartient aux jeunes Africains et Africaines de décider quand le futur deviendra le présent, à quel moment l'aube d'un jour nouveau se lèvera enfin.

JEUNE QU'UNE FOIS

Jeune qu'une fois offre une fière dédicace aux jeunes dans la région du delta du Niger, ainsi qu'à la jeunesse africaine en général. Avec cet ouvrage, le programme Afrique de l'Université pour la Paix (UPEACE) offre aux jeunes les rudiments de la lutte nonviolente comme outil de changement social. D'abord et avant tout, ce document présente une alternative plus juste à la lutte armée et à la violence brute quand il s'agit de s'attaquer aux problèmes sociopolitiques extrêmement pressants et complexes qui minent la sécurité humaine dans nos sociétés. En second lieu, la présente publication veut conscientiser la jeunesse africaine au fait que la violence n'engendre que la violence, sans rien régler. Les jeunes doivent comprendre la réalité de la souffrance, que de s'en prendre aux autres a d'affreuses conséquences, qui durent souvent toute une vie et sont très difficiles, voire impossibles à réparer. En troisième lieu, *Jeune qu'une fois* attire l'attention sur le fait que — comme toute compétence utile dans la vie— la lutte nonviolente doit d'abord être apprise et intégrée dans le psychisme, avant qu'on puisse en faire bon usage. Réjouissons-nous que ce livret puisse servir d'inspiration à la jeunesse, invitant chez elle la formulation d'une vision des possibles, tout en lui offrant les outils et les moyens de les concrétiser, de façon pacifique!



Phoebe Akinyi Nyawalo

Évaluateur en chef

Université pour la Paix, programme Afrique

Introduction

Dans un monde qui valorise la richesse et le pouvoir, atouts auxquels les jeunes n'ont que rarement accès, le sentiment d'impuissance accable souvent les jeunes. À cet égard, l'Afrique présente un cas plutôt exceptionnel. Les jeunes, et en particulier les étudiants, ont toujours représenté une force puissante dans la société et son évolution politique.¹

La jeunesse est éphémère. Nous ne sommes jeunes qu'un moment. Pour la plupart des gens, l'importance des questions de nos jeunes années s'estompe avec l'âge. Avec le temps, nos points de vue et nos priorités changent. Les adultes oublient trop facilement les angoisses associées à la préparation des examens, aux pressions de l'entourage, aux brutes qui s'en prennent aux plus faibles pour qu'ils commettent, au nom de « l'amitié » des gestes répréhensibles, voire criminels. L'ironie de cette amnésie est que les expériences de jeunesse laissent des marques indélébiles. Avec l'entrée d'une nouvelle génération dans la vie adulte, ses opinions, ses attitudes et ses croyances affectent notre vision de l'avenir, la façon dont les communautés s'organisent, le fonctionnement des institutions.

Depuis plusieurs décennies, des universitaires et différents observateurs tentent de définir plus exactement qui sont les jeunes. Question d'éviter les écueils d'une catégorisation fondée sur l'âge biologique, critère sans grande pertinence en Afrique et ailleurs, on peut définir les jeunes comme les personnes en transition entre l'enfance et l'âge adulte. Les jeunes forment l'échelon intermédiaire dans la hiérarchie sociale. Ils ne sont plus entièrement dépendants de leurs parents ou d'autres adultes pour les nécessités de base et la direction de leur vie, mais ils ne sont pas encore assez autonomes pour assumer seuls leur propre subsistance, celle de leurs enfants et celle des autres membres de la famille. En Afrique tout particulièrement, la jeunesse est souvent affaire de viabilité économique.

Le présent opuscule embrasse une vision assez large de la jeunesse. Pour nous, la population étudiante universitaire constitue une catégorie, à laquelle s'ajoutent les élèves du lycée et du secondaire, les jeunes militantes et militants communautaires, les jeunes militaires et membres des groupes paramilitaires, ainsi que les professionnels qui débudent leur carrière, par exemple les membres du parlement des jeunes en Ouganda, ainsi que les jeunes qui mettent sur pied des organisations non gouvernementales et des groupes de la société civile.

Jeune qu'une fois se penche sur ce que peuvent faire les jeunes, où qu'ils vivent en Afrique, lorsque les institutions, les organisations et les associations traditionnelles ignorent leurs

JEUNE QU'UNE FOIS

doléances, ne soulagent aucunement leurs difficultés ou restent sans réponse devant les conflits. Mais comment les jeunes pourraient-ils réussir à régler les problèmes et les différends, là où les institutions des adultes ont échoué? Quels peuvent être les impacts immédiats et à long terme d'actions menées par les jeunes pour améliorer leur sort? La jeunesse soupèse-t-elle bien et utilise-t-elle à bon escient toutes les options qui s'offrent à elle? Pourquoi l'action stratégique nonviolente est-elle une avenue si souvent méconnue comme moyen positif et efficace de faire face aux conflits et d'obtenir justice?

Stratégique, qui vient de *stratégie*, désigne un plan ou une démarche découlant de la réponse à des questions telles que : Qui sont les acteurs? Comment agiront-ils? À quel moment et à quel endroit choisiront-ils d'intervenir, de manière à atteindre les objectifs précis qu'ils se sont fixés? La stratégie renvoie à la finalité et aux buts. Bien que distincte, la stratégie est liée aux tactiques, qui sont quant à elles des gestes particuliers, des étapes planifiées à court terme.

Les jeunes se trouvent dans une situation paradoxale. De vastes possibilités s'étendent à l'horizon. Le changement est toujours une possibilité. Les jeunes ont l'énergie et le temps de partir à la conquête de leurs rêves et leurs espoirs. Toutefois, les générations précédentes ont parfois peur de leur empressement et de leur passion. Souvent, les jeunes sont perçus comme des fauteurs de troubles, des vandales, des hordes turbulentes. « On ne les perçoit généralement pas comme des acteurs sociaux constructifs et productifs... mais plutôt comme des sources de nuisances politiques, de délinquance et de criminalité. »² Le parti pris de *Jeune qu'une fois* est tout autre : la combinaison chez les jeunes de la vision, de la détermination, de la force et du dynamisme peut donner naissance à des initiatives, des campagnes et des mouvements grâce auxquels la jeunesse pourra parvenir à exprimer ses idéaux et à changer le cours des choses dans la société.

Étant donné la violence et les traumatismes que trop d'Africaines et d'Africains ont vécus récemment— conflits, graves hostilités ou guerres civiles — la perspective d'une transformation nonviolente des conflits sur le continent peut sembler incroyablement idéaliste. Des exemples historiques récents prouvent toutefois le contraire. La clé pour reconnaître la possibilité d'un tel changement est de voir combien l'histoire foisonne de victoires remportées par des jeunes qui ont réussi à surmonter des difficultés et des injustices de toutes sortes. Il faut voir en quoi les choix posés par certains sont riches d'enseignements pour composer avec le présent, comme avec l'avenir. Il faut notamment comprendre en quoi l'action nonviolente demeure possible, même lorsque les circonstances semblent impossibles.

Personne ne s'attend à ce que tous les Africains renoncent à la violence. Il n'en demeure pas moins que la foi aveugle dans la lutte violente peut être mise en doute, voire même

remplacée par d'autres méthodes pour répondre à des besoins particuliers et des finalités précises. Tant que les institutions juridiques et parlementaires font défaut, tant que de graves conflits détruisent le tissu social des communautés, il y a peu de chances de voir les « justiciers » vengeurs, les milices rebelles et la guerre de guérilla rejetés, à moins que des méthodes différentes, des méthodes nonviolentes de se battre pour la justice ne soient mises en œuvre et qu'on puisse enfin voir qu'elles sont aussi, sinon plus efficaces. Y parvenir requiert un changement fondamental dans la façon de voir le pouvoir et la force.

Jeune qu'une fois a été produit à la demande d'intellectuels, de personnalités de la société civile et de jeunes artisans de la paix qui souhaitaient voir le Programme Afrique de l'Université pour la paix (UPEACE), affiliée aux Nations Unies, produire et diffuser des ressources pour répandre une meilleure connaissance de la lutte nonviolente et de la transformation des conflits. Vous avez entre les mains l'une des quatre publications d'une collection sur la lutte nonviolente. Elle offre une entrée en matière aux théories qui soutiennent la lutte nonviolente et ses dynamiques. Elle souligne notamment la nécessité de se doter d'une stratégie, ainsi que le rôle crucial que jouent les jeunes dans les mouvements nonviolents. L'ouvrage a été conçu spécifiquement pour la jeunesse africaine, à partir d'une série de projets mis sur pied et menés par le Programme Afrique de l'UPEACE. L'un de ces projets jeunesse a été le forum d'Abuja, au Nigeria, tenu en mars 2004. Lui-même donnait suite à un atelier de conception du programme de formation parrainé conjointement par la Commission nationale des universités du Nigeria, en collaboration avec le professeur Placid Njoku. Un atelier à l'intention de leaders de la société civile, qui comptait bon nombre de jeunes, s'est également tenu à Port Harcourt, au Nigeria, en novembre 2005.

Le présent livret peut s'utiliser de pair avec *Nonviolent Strategic Struggle: A Training Manual*, conçu pour les responsables d'organisations de la société civile ou de programmes jeunesse qui voudraient animer des présentations, des ateliers ou des programmes de formation sur l'utilisation efficace de la lutte nonviolente. On peut également se servir du livret dans le cadre d'un programme scolaire officiel ou d'un cours, notamment comme supplément à *Teaching Model: Nonviolent Transformation of Conflict*, programme en douze modules offrant une mise en contexte historique et théorique du phénomène de la lutte nonviolente. Cet ouvrage comprend des notes à l'intention des chargés de cours, des objectifs d'apprentissage, des suggestions de lecture et des exercices à mener en classe. On peut enfin se référer à *'Bite Not One Another': Selected Accounts of Nonviolent Struggle in Africa*, chroniques de plusieurs luttes nonviolentes menées en Afrique subsaharienne depuis les mouvements nonviolents pour l'indépendance datant de l'époque coloniale, jusqu'aux luttes contemporaines pour les droits humains et la justice sociale, et examinant le rôle déterminant des femmes comme militantes nonviolentes.

JEUNE QU'UNE FOIS

Dans l'ouvrage *Jeune qu'une fois*, les adjectifs *nonviolent*, *nonviolente* et le substantif *nonviolence* apparaîtront sans trait d'union, termes qui présentent une histoire et une connotation distinctes dans l'usage moderne de la langue anglaise. Plusieurs spécialistes du domaine conviennent qu'avec la graphie sans trait d'union, les mots *nonviolence* et *nonviolent* ne s'inscrivent plus simplement en opposition à la violence, mais forgent un concept affirmatif en soi.

[N.d.T. : La graphie traditionnelle française est source supplémentaire de confusion. La forme nominale fait appel au trait d'union (*non-violence*), tandis que la forme adjectivale demande l'espace (*lutte non violente*). Cette exigence reste mal connue et cause de nombreux malentendus. Comme il existe déjà certaines exceptions à la règle du trait d'union avec le préfixe *non-* (*nonchalance*, *nonobstant*, *nonpareil*), nous avons choisi d'innover. À titre expérimental et pour les mêmes raisons d'émancipation sémantique d'une simple opposition à la violence vers la reconnaissance d'un phénomène distinct, nous avons opté pour une graphie sans trait d'union dans la version française de cet ouvrage.]

NOTES

-
- ¹ AKE, « WASU in Ghana, Nigeria and Sierra Leone », p. 56. [Lorsque la source citée est en anglais, il s'agit de notre traduction — N.d.T.].
 - ² DE WAAL et ARGENTI, *Young Africa*, p. 15.

1

La lutte nonviolente,
une option efficace
en cas de conflit

Les conflits et l'affrontement, soit l'existence de désaccords et d'incompatibilités sur des fins précises et les moyens d'atteindre des objectifs, sont inévitables. Ils surviennent entre des personnes, des familles, des groupes, des États-nations, des organisations tantôt régionales, tantôt internationales. Le présent livret se consacre aux conflits à l'extérieur de la sphère interpersonnelle ou familiale, là où au moins une des parties s'estime lésée, en situation d'oppression, d'injustice, d'iniquité, de détresse ou de rivalité avec les autres.

Confrontés à de telles situations, les individus et les groupes doivent faire des choix. La première décision concerne celle d'agir ou non. Si l'on décide d'agir, la décision consiste alors à déterminer comment. La plupart des sociétés prévoient des méthodes pour traiter les questions litigieuses et les conflits. Par exemple, les ministères et responsables gouvernementaux peuvent avoir pour mandat de jouer un rôle actif dans le redressement des griefs. Différents conseils et tribunaux peuvent émettre des jugements. Les parlements, à travers les lois qu'ils adoptent, détiennent un pouvoir certain pour la sauvegarde et la promotion des intérêts des citoyens, jeunes et vieux. Outre les voies officielles, il existe d'autres mécanismes de résolution des conflits fondés sur différents types de conciliation ou de compromis, permettant aux efforts de coopération de prendre en compte les besoins de toutes les parties au litige et de régler les problèmes.

Tous les peuples et communautés en Afrique pratiquent des méthodes endogènes : elles ont des coutumes propres à leur société, parfois influencées par les contacts avec l'étranger, qui permettent de résoudre les conflits et de départager les litiges. Des pratiques consacrées par l'usage traditionnel, datant parfois de plusieurs siècles, peuvent servir à aplanir les désaccords au sein d'une communauté. L'arbitrage par des intermédiaires disposant d'une formation professionnelle peut réduire les coûts et les complications liés aux recours judiciaires. La médiation et les négociations permettent de réunir les parties au conflit, pour discuter des conditions et conclusions mutuellement acceptables.

Or, dans certaines sociétés, de tels mesures ou mécanismes ne fonctionnent pas convenablement. Les gouvernements et les parlements adoptent parfois des lois injustes, les tribunaux émettent des jugements arbitraires ou sexistes, la majorité ignore les droits et les points de vue des minorités. Les échecs institutionnels sont particulièrement légion dans les régions déchirées par la guerre, là où l'État-nation est déficient ou les gouvernements en faillite. Quand les mécanismes institutionnels et « extra-institutionnels » n'offrent aucune option viable, que peuvent faire les individus et les groupes? Quand la loi soutient l'injustice, que peut-on faire? Quand, dans un contexte démocratique, la majorité écrase les droits des minorités, y a-t-il un recours? Devant

l'injustice, la discrimination et la répression, certains décident de se battre. Parfois, ils choisissent les fusils et les bombes, souvent les seules armes qu'ils connaissent. Or, il existe une autre option: l'action nonviolente. L'action nonviolente équivaut à une « guerre » sans la violence qui peut s'avérer plus efficace que les opérations paramilitaires, les actes terroristes, l'insurrection armée et les autres formes de mobilisation militaires.



De jeunes enfants manifestent lors du festival « Sangwe », un événement parrainé par l'organisme Search for Common Ground pour souligner le patrimoine commun des peuples du Burundi et de la région. Photo: Search for Common Ground.

Action positive. Désobéissance politique. Campagnes de défi. Résistance

civile. Nonviolence militante. Nonviolence active. Ce ne sont là que quelques-uns des termes qui renvoient à l'action nonviolente, une technique pratique de lutte politique utilisée depuis des siècles par les peuples, sur tous les continents, pour satisfaire toute une gamme d'objectifs, dans un large éventail de litiges et de conflits. Parmi les exemples récents d'action nonviolente figurent :

Luttes pour l'indépendance nationale et la fin du colonialisme européen

- Les luttes contre l'impérialisme britannique et pour l'autodétermination en Inde, en Égypte, au Ghana et en Zambie (du début au milieu du 20^e siècle).
- La Révolution de Velours des peuples tchèques et slovaques en Europe centrale, dans les années 1980.
- Les mouvements pour l'indépendance des États baltes — l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie — face à l'Union soviétique, à la fin des années 1980 et au début des années 1990.
- Le mouvement pour la libération du Timor-Oriental dans les années 1990 et son accession à l'indépendance, arrachée à l'Indonésie en 2002.³

Luttes contre des régimes militaires ou autoritaires

- Lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, possiblement le plus grand soulèvement militant nonviolent d'une multitude de groupes citoyens, balisée par la fondation en 1912 du Congrès national africain (ANC) jusqu'à la tenue d'élections libres et justes en 1994.
- Les mouvements de résistance non armés contre les nazis et l'Occupation allemande en Belgique, en Tchécoslovaquie, au Danemark, en France, en Hollande et en Norvège, dans les années 1940.
- La campagne du « Non » pour mettre fin à la dictature d'Augusto Pinochet au Chili, dans les années 1980.
- Le mouvement « Pouvoir du peuple » (People Power) aux Philippines, qui a mis un terme à la dictature de Ferdinand Marcos, en 1986.
- Le mouvement en Sierra Leone qui a délégitimisé la junte du Conseil révolutionnaire des forces armées (AFRC), à la fin des années 1990.
- La lutte des Serbes dans les Balkans pour affaiblir le régime de Slobodan Milosevic et qui l'a renversé en 2000.
- Les mouvements pour la démocratie dans les anciennes républiques soviétiques, mieux connus sous le nom de Révolution des Roses (Géorgie, 2003), Révolution Orange (Ukraine, 2004) et Révolution des Tulipes (Kirghizistan, 2005).⁴

Luttes pour les libertés démocratiques et les droits humains

- Les mouvements pour l'abolition de l'esclavage et la traite des humains, surtout au 19^e siècle.
- Les mouvements de suffragettes, partout dans le monde tout au long du 20^e siècle, pour l'émancipation des femmes par le droit de vote.
- Le mouvement pour les droits civiques, aux États-Unis, entre 1955 et 1965.
- Le mouvement Solidarité, en Pologne, contre l'appareil communiste, durant les années 1980.
- La Révolution tranquille de Madagascar, en 2001 et 2002.⁵

Des luttes nonviolentes sont actuellement en cours au Belarus, au Botswana, en Birmanie (Myanmar), en Iran, au Nigeria, au Venezuela, en Papouasie occidentale, au Sahara occidental et au Zimbabwe. Le seul fait d'utiliser l'action nonviolente ne suffit toutefois pas à garantir la victoire. Si des succès importants, dont plusieurs demeurent peu connus, ont été remportés grâce à la lutte nonviolente, ce serait une erreur de ne regarder que les réussites. De nombreux protagonistes nonviolents n'ont jamais atteint leurs objectifs, d'autres sont toujours en lutte. Mentionnons entre autres exemples :

- La première *intifada* (ou « soulèvement ») palestinienne contre l'occupation militaire israélienne, entre 1987 et 1991. Le peuple palestinien demeure sous occupation étrangère.
- Le mouvement de la Place Tiananmen, en 1989, que le gouvernement chinois a réussi à réprimer dans le sang, tuant 2 600 personnes, blessant 7 000 autres.
- Les campagnes de défi politique pour mettre fin au régime militaire en Birmanie, des années 1980 à aujourd'hui.
- Le mouvement de résistance civile de la communauté ethnique albanaise au Kosovo, militant pour son droit à l'autodétermination dans les années 1990.⁶

Les échecs et les résultats mitigés peuvent nous apprendre autant que les victoires.

Ceux et celles qui luttent pour le respect des droits humains et des libertés démocratiques ou pour la justice sociale réalisent de plus en plus qu'il n'est pas toujours nécessaire de « réinventer la roue ». On peut tirer les leçons de l'Histoire. De tels exemples servent à inspirer quiconque refuse de rester passif devant l'injustice ou des appareils juridiques et parlementaires manifestement dysfonctionnels. Prendre connaissance de l'histoire collective associée aux luttes nonviolentes nous force à revoir les récits et les chroniques reçus de l'Histoire. Dans de nombreuses sociétés, on glorifie et on exalte la guerre, ainsi que les autres formes de violence collective. Cette vision partisane affecte non seulement la façon dont les gens interprètent le passé, mais aussi comment ils règlent les différends et les conflits, que ce soit au présent ou au futur.

Le terme « lutte nonviolente » a plusieurs connotations, une situation qui amène certains spécialistes à passer autant de temps à expliquer ce que n'est pas la technique, que ce qu'elle est vraiment. Par exemple, il ne s'agit pas de résistance passive. Pour comprendre la lutte nonviolente, il faut d'abord s'attacher à décrire les comportements, plutôt que les croyances. L'adoption de la lutte nonviolente ne dépend pas d'un cadre éthique, de codes moraux, de principes religieux ni de convictions personnelles particuliers. La foi et la spiritualité peuvent ou non être présentes— mais elles ne sont pas nécessaires au recours à

JEUNE QU'UNE FOIS

la lutte nonviolente. Il convient donc de parler des personnes et des groupes qui pratiquent ou préconisent l'action nonviolente comme des « défenseurs » ou des « partisans » de la technique, indépendamment de leurs valeurs (les qualités implicites que valorise la collectivité ou la société).

Bref, les défenseurs ou les partisans de la lutte nonviolente prennent des décisions et un engagement délibérés de mener leurs campagnes et leurs activités à partir de méthodes qui excluent la violence physique. Ils se battent sans blesser physiquement leurs adversaires. Bien que leurs croyances, leurs valeurs personnelles, de même que leur perspective sur la violence physique puissent varier, celles et ceux qui s'intéressent à la lutte nonviolente comme technique politique appuient leur choix d'utiliser des méthodes politiques, économiques, sociales et psychologiques qui excluent la violence sur une intelligence théorique différente des rapports de force dans la société, que cet aspect soit clairement articulé ou non.

DÉFINIR ET COMPRENDRE LE SUCCÈS

De nombreux groupes en lutte méprennent le moment de la négociation ou du dialogue pour celui du succès. S'asseoir pour discuter et parvenir éventuellement à un règlement peut, ou non, produire une issue satisfaisante pour les deux parties. Sauf que la lutte nonviolente peut produire des résultats positifs même lorsque les parties en cause ne se sont jamais assises à la même table pour des pourparlers. Les mécanismes du changement, les différentes façons dont la lutte nonviolente peut remporter son succès sont les suivants :

La conversion : le groupe cible vient à accepter les objectifs ou les buts du mouvement nonviolent. Il adopte ses revendications ou idéaux parce qu'il a changé de perspective ou d'opinion. Une telle métamorphose dans le cœur et l'esprit du groupe visé est extrêmement rare, mais les personnes et les groupes menant des campagnes nonviolentes souhaitent souvent que leur point de vue soit repris grâce au mécanisme de la conversion.

L'accommodement : un adversaire et un groupe nonviolent parviennent à un compromis, chacun arrivant à satisfaire certains objectifs, concédant certains autres. Ce mécanisme de changement reste le plus courant, bien qu'on n'assiste ici à aucune transformation réelle des positions, des attitudes ou des opinions profondément ancrées. Il arrive souvent que l'opposant ou le groupe visé décide d'offrir un accommodement aux protagonistes nonviolents, car le coût de la lutte est devenu trop élevé ou qu'il est préférable de limiter les pertes.

La coercition nonviolente : l'opposant est contraint de céder en raison de l'utilisation réelle ou menacée de méthodes nonviolentes par des segments significatifs de la société. Les objectifs ou les buts peuvent ainsi être atteints en dépit de la volonté de l'opposant ou du groupe ciblé, parce que ses sources de pouvoir se tarissent devant son refus de satisfaire les revendications du groupe menant la lutte nonviolente.

La désintégration : l'adversaire ou le groupe visé devient incapable de fonctionner normalement, car le défi public et le refus d'obéir sont si répandus qu'il est devenu impossible d'appliquer les décisions. La désintégration est un phénomène extrêmement rare.

Entrevoir les mécanismes de changement se fait en deux temps. Dans un premier temps, il faut se faire une vision des moyens par lesquels la lutte nonviolente permettra de régler le litige ou le conflit en question. Autrement dit, il faut visualiser les moyens de surmonter les difficultés et de satisfaire les revendications. Ensuite, il faut se mettre à la place de l'opposant ou du groupe ciblé par la campagne nonviolente. La synthèse de ces éléments exige l'analyse de ce que l'on souhaite voir se produire, d'une part, et d'autre part, de ce qui pourrait se produire, en fonction de ce que l'on sait du groupe ciblé — et de soi-même en tant que groupe nonviolent. Armés de cette analyse, les protagonistes nonviolents peuvent élaborer des plans en vue de réaliser des objectifs concrets et avancer vers des buts plus généraux.

Malgré la stricte discipline nonviolente que pourra s'imposer un groupe militant, dans certains conflits l'emploi de la lutte nonviolente peut néanmoins provoquer une réaction violente de la part de l'opposant. Certains médias et autres observateurs laissent alors entendre que la situation ne saurait plus être qualifiée de « nonviolente ». Malgré le fait que les activistes soient demeurés manifestement et résolument nonviolents, les journaux peuvent tout de même titrer « La manifestation tourne à la violence » ou « Une vigile succombe à la violence ». Quoi qu'il en soit, notre définition de la technique nonviolente dans le présent livret s'appuie sur la capacité d'utiliser cette méthode unilatéralement. Ainsi, la lutte nonviolente se définit par l'usage de méthodes nonviolentes par au moins une des parties au conflit.

La réaction violente d'un opposant, d'ailleurs souvent prévisible, peut en fait tourner à l'avantage des protagonistes nonviolents. Dans un litige ou un conflit, l'opposant préfère habituellement devoir répondre à un affrontement violent. Dans la plupart des cas, ils sont alors bien préparés et possèdent des capacités de loin supérieures afin de pouvoir répondre à la violence par la violence. Les militantes et militants de la lutte nonviolente

JEUNE QU'UNE FOIS

arrivent toutefois à saisir un avantage sur l'adversaire en changeant les règles du jeu et en déterminant, du moins en partie, comment la joute se déroule. La réponse violente d'un opposant, plutôt que de constituer nécessairement un revers ou une défaite, peut au contraire amener les protagonistes nonviolents à intensifier leur détermination, leur conviction et leur solidarité, en plus d'inciter certaines tierces parties, voire de larges pans du groupe ciblé lui-même, à appuyer les protagonistes.

C'est pourquoi l'opposant peut tenter de miner la discipline nonviolente des protagonistes en répandant de fausses informations sur leurs activités ou en manipulant les médias pour déformer la cause et les objectifs de la campagne nonviolente. L'opposant peut envoyer des agents provocateurs infiltrer les rangs des activistes nonviolents pour les inciter à la violence, ce qui aura pour effet de miner la stratégie nonviolente. La sociologue Monique Marks décrit ainsi comment les jeunes assuraient la discipline nonviolente dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud :

S'efforçant de mieux encadrer l'action spontanée, les organisations de jeunes exigeaient de leurs membres qu'ils agissent de manière « disciplinée », et ce, autant à titre de membres de l'organisation que de membres de la communauté. [...] La « discipline » faisait partie intégrante du discours de la jeunesse militante. La notion de discipline semble avoir été au cœur de ce qu'impliquait le fait d'être un membre respecté d'une organisation de jeunes. [...] Agir de façon inacceptable revenait à discréditer l'organisation, et par conséquent la lutte de libération elle-même, que les jeunes considéraient comme sacrée.⁷

Le groupe ciblé par le mouvement nonviolent pourrait un jour en venir à reconnaître la justesse et la validité du point de vue des protagonistes nonviolents. Toutefois, il ne suffit pas d'entretenir un tel espoir pour qu'il se matérialise. De la même façon, détenir l'ascendant moral n'offre pas une garantie de succès. Si les tierces parties jouent toujours un rôle dans le conflit, il est rarement possible d'anticiper leur participation, de prédire ou de contrôler leurs actions. L'engagement des tiers extérieurs à un conflit s'articule souvent à partir de leurs intérêts et selon leurs propres modalités.

Les quatre mécanismes présentés ici permettent d'orienter l'action du groupe nonviolent vers l'atteinte de certains résultats. Ces mécanismes servent à expliquer comment les méthodes nonviolentes peuvent secouer et altérer les rapports de force au sein d'une communauté, d'une société ou d'un État-nation, de manière à apporter une transformation nonviolente du conflit et un changement positif de société.

NOTES

-
- ³ Pour un compte rendu stratégique et théorique de l'usage de la lutte nonviolente dans le contexte de la lutte pour l'indépendance nationale de l'Inde, voir Ackerman et DuVall, *A Force More Powerful*, pp. 61-111. Concernant l'Égypte, voir Crow, Grant et Ibrahim, *Arab Nonviolent Struggle in the Middle East*. Concernant le Ghana et la Zambie, voir George-Williams, "Bite Not One Another". Sur la Révolution de Velours pour les Tchèques et les Slovaques, voir Sharp, *Waging Nonviolent Struggle*, pp. 271-6. Sur les mouvements d'indépendance dans les États Baltes, voir Eglitis, *Nonviolent Action in Liberation of Latvia*, et Miniotaite, *Nonviolent Resistance in Lithuania*. Concernant le mouvement du Timor Oriental, voir Fukuda, « Peace through Nonviolent Action ».
- ⁴ Pour un compte rendu du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud, voir Ackerman et Duvall, *A Force More Powerful*, pp. 35-68. Pour un compte rendu de l'action nonviolente dans la lutte au nazisme voir Semelin, *Sans armes face à Hitler*. Sur le Chili et les Philippines, voir Ackerman et Duvall, *A Force More Powerful*, pp. 279-301 et 369-95. Concernant les Philippines également, voir Forest et Forest, *Four Days in February*. Sur la Sierra Leone, voir George-Williams, "Bite Not One Another". Sur la Serbie, voir Sharp, *Waging Nonviolent Struggle*, pp. 315-39. Sur la Géorgie, voir Wheatley, *Georgia from National Awakening to Rose Revolution*. Sur l'Ukraine, voir Aslund et McFaul, *Revolution in Orange*. Sur le Kirghizstan et l'Asie centrale, voir de façon plus générale Brill Alcott, *Central Asia's Second Chance*.
- ⁵ Concernant le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis et le combat de Solidarité en Pologne, voir Ackerman et Duvall, *A Force More Powerful*, pp. 305-33 et 113-74. Voir aussi King, *Mahatma Gandhi and Martin Luther King, Jr.*, pp. 85-172. Sur Madagascar, voir George-Williams, "Bite Not One Another".
- ⁶ Pour un compte rendu de la lutte nonviolente lors de la première intifada palestinienne, voir King, *Quiet Revolution*. Sur les manifestations de la Place Tiananmen, voir Zhao, *Power of Tiananmen*, et Sharp, *Waging Nonviolent Struggle*, pp. 353-69. Sur la Birmanie, voir Andrieux, Sarosi et Moser-Puangsuwan, *Speaking Truth to Power*. Concernant le Kosovo, voir Clark, *Civil Resistance in Kosovo*.
- ⁷ Marks, *Young Warriors*, p. 58.

2

Sources de pouvoir et piliers de soutien

Deux principes théoriques sous-tendent le concept de lutte nonviolente. Ces deux concepts peuvent servir à analyser les cas historiques et aider les protagonistes nonviolents à planifier leurs campagnes. Le premier veut que toute relation et tout système politique reposent sur l'obéissance, la coopération et le consentement des particuliers, des organisations et des groupes. Ainsi, les employeurs ont-ils besoin d'employés pour faire fonctionner l'équipement. Les organisateurs et organisatrices communautaires ont besoin du respect des résidents pour maintenir leur statut de mandataire et de médiateur. Les gouvernements ont besoin que les citoyens acquittent les taxes. Ceux qui « détiennent » le pouvoir ont besoin du soutien de leurs commettants. Pour s'assurer la coopération dont il a besoin, le pouvoir s'appuie sur l'autorité, la richesse, les moyens de contrôle politiques et juridiques, les pressions économiques, l'utilisation de normes et de symboles moraux et culturels, l'intimidation et parfois même la répression brutale. L'efficacité des moyens de coercition psychologiques, économiques ou physiques demeure toutefois limitée, car l'obéissance arrachée sous la contrainte ou par le biais de conditions rendues pénibles exige une surveillance et une supervision de tous les instants, que ce soit par des effectifs policiers ou militaires, par des agents de sécurité ou de renseignement. L'utilisation de ces effectifs cause généralement un certain malaise dans la société. C'est pourquoi la coopération naturelle, réciproque ou instinctive est de loin préférable. Retenons comme concept fondamental que ce soutien peut toujours être retiré, que ce soit à l'employeur, à l'organisateur communautaire ou aux dirigeants gouvernementaux.

Quand on réalise que le consentement peut être donné ou retiré, on comprend que la coopération n'est pas nécessairement acquise. Il demeure en effet possible de retirer cette coopération de manière délibérée et stratégique. L'étape suivante consiste donc à déterminer quels types de soutien sont nécessaires à l'exercice du pouvoir. Les sources du pouvoir incluent notamment :

- **l'autorité ou la légitimité** : une qualité conférée par la loi, le statut ou la pratique qui commande le dévouement, le soutien, la loyauté ou la solidarité et qui sous-tend le sentiment d'obligation et l'obéissance politique.
- **les ressources humaines** : les gens, la force du nombre!
- **les compétences et les connaissances** : le savoir-faire pratique et technique, notamment au plan technologique, ainsi que la compréhension du fonctionnement des appareils politiques, économiques et sociaux.
- **les ressources matérielles** : l'argent, les investissements, les entreprises, les édifices, les habitations, les terres, les ressources naturelles.

- **les facteurs intangibles (psychologiques et idéologiques)** : les symboles, tels les emblèmes, les drapeaux, les croyances culturelles et religieuses, les plates-formes politiques, les manifestes et autres approches théoriques ou écoles de pensée.
- **les sanctions** : la capacité d'infliger des punitions ou de retirer des récompenses (et d'en faire la menace), qu'elles soient physiques, politiques, économiques ou psychologiques.

Puisque l'obéissance est volontaire, la disponibilité des sources de pouvoir peut varier dans le temps et en intensité. Autrement dit, le pouvoir est dynamique, fragile et diffus au sein des communautés, sociétés et État-nations. Quand on comprend cette dynamique, on découvre la capacité de modifier et de réorganiser les rapports de pouvoir entre divers éléments de la société. Ainsi, la lutte nonviolente fonctionne-t-elle par le retrait stratégique des sources de pouvoir à la disposition d'un dirigeant ou d'un adversaire, transformant ainsi le rapport de force.⁸

Si chaque société est unique, la plupart canalisent les sources du pouvoir par le biais d'institutions et d'organisations appartenant à la communauté ou à l'État-nation. Le second principe théorique fondamental veut que le pouvoir soit porté par des « piliers de soutien ». Ce sont ces piliers qui permettent à des individus et des groupes de se maintenir au pouvoir et d'en faire usage. Les structures de support peuvent par exemple être formées des médias, des fonctionnaires, des policiers, des étudiants universitaires, des organisations syndicales. En d'autres mots, le pouvoir est pluraliste et émane de multiples sources dans la société. Le tableau suivant présente les piliers de soutien qu'on trouve fréquemment dans diverses sociétés, ainsi que les sources de pouvoir qui leur sont associées.

Les exemples donnés à la page suivante ne seront pas valides dans toutes les sociétés. De plus, ils ne prennent pas en compte le soutien dont pourrait jouir un opposant ou un groupe de protagonistes nonviolents. Par exemple, au Burkina Faso en 1996 et en 1998, des organisations de jeunes ont été les plus actives dans la lutte nonviolente contre l'autoritarisme croissant du gouvernement Compaoré. Au Bénin en 1989, les étudiants ont mené pendant six mois une grève de protestation contre le régime de Mathieu Kérékou, son refus de régler les bourses étudiantes et l'élimination des programmes nationaux d'aide aux étudiants. Durant les années 1980 et au début des années 1990, les organisations étudiantes ont également participé à diverses formes de manifestations nonviolentes à l'encontre du régime militaire de Moussa Traoré, au Mali. En dépit du fait qu'ils se soient malheureusement adonnés au pillage, au vandalisme et à l'émeute, surtout en 1989 et en 1991, les étudiantes et étudiants maliens sont apparus comme les principaux partisans des méthodes nonviolentes durant toute cette période. En 1993, cependant, la population

JEUNE QU'UNE FOIS

	Autorité	Ressources humaines	Compétences et connaissances	Ressources matérielles	Facteurs intangibles	Sanctions
Piliers de soutien						
Milieu des affaires et investisseurs		•	•			•
Fonction publique	•	•	•	•		•
Organismes culturels et sectoriels	•	•			•	
Médias d'information	•		•	•		•
Structures militaires	•	•	•	•	•	•
ONG et groupes de la société civile	•	•	•			
Forces policières et de sécurité	•	•	•	•	•	•
Partis politiques (et ailes jeunesse)	•	•	•	•	•	
Organisations religieuses	•	•			•	•
Associations étudiantes, syndicats de professeurs		•	•			•
Organisations syndicales et de travailleurs		•	•			•

étudiante du Mali se retrouvait à combattre le même gouvernement démocratique qu'ils avaient aidé à porter au pouvoir.

Les groupes étudiants ont été la force des manifestations antigouvernementales qui ont fini par renverser plusieurs dictatures. Tout en remettant en cause les régimes corrompus, l'un des enjeux derrière les manifestations étudiantes est d'avoir accès à ces mêmes réseaux de patronage qui sont le produit des dictatures. Ainsi, au Mali, les manifestations étudiantes

ont joué un rôle capital dans le renversement du régime Traoré, mais en 1993, suite aux élections pluralistes de 1993, les étudiants ont provoqué des émeutes et saccagé le ministère de l'Éducation du nouveau régime démocratique pour réclamer des bourses plus généreuses.

Les groupes étudiants ont été [...] le moteur des manifestations au Malawi, en 1992. Ce revirement se teintait d'une ironie particulière du fait que pendant des décennies, les jeunes hommes éduqués qui sortaient des universités formaient le bassin de recrutement principal des tristement célèbres chemises rouges des « Jeunes pionniers du Malawi », la milice spéciale du gouvernement précédent.⁹

De tels exemples démontrent non seulement comment un pilier de soutien particulier, dans ce cas les organisations étudiantes, peut offrir une source de pouvoir à un opposant ou à un groupe nonviolent, mais aussi comment cet appui peut passer d'un côté ou de l'autre selon le moment, et en fonction d'enjeux précis. Chaque côté est susceptible de trouver des partisans au sein de l'un des piliers que nous avons identifiés. Autrement dit, tous les groupes étudiants ne sauraient être idéalisés comme base d'appui acquise à un seul groupe nonviolent ou à son opposant. La prise en compte des piliers comme un tout collectif permet cependant de dresser le tableau général d'une situation conflictuelle. Ainsi, on pourra faire des affirmations du style « Nous sommes en train de perdre la bataille des médias et des relations publiques » ou « La légitimité, les ressources humaines et la capacité des militaires à appliquer des sanctions sont en train de supplanter nos efforts ». L'étude des piliers de soutien permet d'adapter le plan d'action et la stratégie en conséquence.



« NOUS, JEUNES KENYANS, REFUSONS D'HÉRITER D'UN KENYA EN FAILLITE »

Le 17 février 2006, de jeunes Kenyans manifestent bruyamment à Nairobi, pancartes à la main, contre ce qui constitue selon eux de la corruption gouvernementale. Les jeunes ont grossi les rangs de diverses organisations de la société civile et des groupes d'opposition politique pour réclamer la démission des hauts responsables gouvernementaux impliqués dans des scandales liés à la corruption. Photo : Antony Njuguna/Reuters.

La localisation et l'analyse des piliers de soutien, de même que des sources de pouvoir qu'ils fournissent, sont la plupart du temps assez faciles à faire, au plan historique ou pour une période donnée. Le suivi constant et en temps réel de ces dynamiques en période de

JEUNE QU'UNE FOIS

conflit peut toutefois s'avérer une tâche complexe. Les joueurs et leurs positions ne cessent de changer. Les ressources fluctuent. Les rapports de force se transforment. L'appréciation de ces changements peut signaler des dangers ou des ouvertures pour les protagonistes nonviolents, et ainsi mettre en évidence le pouvoir potentiel des institutions et des organisations au sein de la société. Le « marché » de l'action citoyenne montre souvent une vitalité et une vigueur supérieures à ce qu'on anticipait au départ.

LES ORGANISATIONS DE JEUNES PASSENT À L'ACTION

Toutes les sociétés reposent sur des piliers de soutien, mais certains sont d'une pertinence particulière pour les jeunes. En 1908 par exemple, les Jeunes-Turcs, organisation officiellement connue sous le nom de Comité union et progrès (CUP) et dont l'origine remontait aux sociétés secrètes d'étudiants et de cadets militaires, a mené une révolution contre l'Empire ottoman, qui dominait depuis près de quatre siècles une grande partie du Moyen-Orient. La notoriété des Jeunes-Turcs était due autant à leur brutalité qu'à leur idéologie. Ils sont devenus au début du vingtième siècle un symbole du pouvoir de la jeunesse sur le plan international et une inspiration pour les jeunes, notamment chez les musulmans, de l'Europe de l'Est jusqu'aux Indes. Ils ont servi de modèle aux Jeunes-Boukhariotes, dans les territoires modernes de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, en Asie centrale.

Les décennies suivantes ont vu l'émergence de mouvements étudiants internationaux, notamment avec la fondation en 1945 de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), établie d'abord à Londres, puis aujourd'hui à Budapest, ainsi que de l'Union internationale des étudiants en 1946 (établie à Prague). Ces deux organisations ont chapeauté des groupes étudiants du monde entier en les regroupant pour la promotion d'idéaux traditionnellement associés à la gauche. Durant les années 1960, les organisations de jeunes se sont retrouvées au-devant de la scène internationale, surtout dans la période 1968 et 1969, époque où les mouvements étudiants déferlaient sur les continents américain et européen. Les étudiants des États-Unis ont été des artisans actifs de la résistance nonviolente au sein du mouvement pour les droits civiques, qui lui-même a inspiré le mouvement des femmes contemporain, la mobilisation contre la guerre du Vietnam, puis plus tard, les mouvements pour la protection de l'environnement. En 1974, Anthony Esler, historien des mouvements de jeunes, écrivait : « Un nombre inédit et croissant de jeunes ont pris la rue au cours des deux derniers siècles. Dans cette mesure aussi historique que concrète, la révolution des jeunes est une réalité. »¹⁰ L'historien faisait en partie référence au militantisme étudiant que l'on trouvait aux États-Unis et en

Europe, notamment dans les grèves et les manifestations étudiantes qui se sont répandues, en France et en Allemagne notamment, à la fin des années 1960.

En 2000, les organisations étudiantes et jeunesse ont de nouveau saisi l'avant-scène avec la lutte nonviolente décisive menée par les groupes étudiants pour faire tomber le régime de Slobodan Milosevic, en Serbie. Principalement actif entre 1998 et 2000, le groupe de jeunes Otpor! (Résistance!) a été le moteur du changement dans ce pays des Balkans. Il a également servi de modèle à d'autres organisations jeunesse et étudiantes participant aux vagues de mobilisation qui ont mené ce qu'on a appelé les « révolutions des fleurs » ou révolutions colorées :

- Kmara (Assez), dans la Révolution des Roses, en Géorgie, autrefois en Union soviétique (2003).
- Pora (C'est l'heure), dans la Révolution Orange de l'Ukraine, autrefois en Union soviétique (2004).
- KelKel (Renaissance du bien), dans la Révolution des Tulipes, au Kirghizistan, en Asie centrale (2005).
- Le Pouls de la liberté, dans la Révolution des Cèdres, au Liban, au Moyen-Orient (2005)

D'autres mouvements utilisent actuellement un modèle d'organisation similaire :

- Kifaya (Assez), en Égypte.
- Mjaft (Assez), en Albanie, dans les Balkans.
- Obonara (Défense), en Russie.
- Yezzi Fock (Ça suffit), en Tunisie, Afrique du Nord.
- Yokh (Non), en Azerbaïdjan, Asie centrale, autrefois en Union soviétique.
- Zubr (bison), au Bélarus, autrefois en Union soviétique.

Les jeunes Africains ne sont restés ni passifs ni inutiles dans leurs pays respectifs comme au plan international. Au début du vingtième siècle, les groupes étudiants africains, que ce soit sur le continent ou à l'étranger, ont concentré leurs efforts sur des activités culturelles et éducatives, ainsi qu'à des groupes de solidarité pour la région. Servant au départ presque exclusivement de société d'aide mutuelle, les premiers groupes étudiants étaient généralement conservateurs et apolitiques. Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, les choses ont changé, avec un intérêt renouvelé pour le panafricanisme et l'indépendance nationale. Cette tendance était particulièrement marquée en Afrique francophone, où dès les années 1950, l'Association générale des étudiants de Dakar est devenue la première

JEUNE QU'UNE FOIS

organisation étudiante reconnue de l'Afrique francophone. (Le groupe a changé de nom en 1956, devenant l'Union générale des étudiants d'Afrique Occidentale.)

La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) a été l'une des organisations étudiantes les plus actives pour la cause de l'indépendance des pays soumis au régime colonial de la France. Bien que fondée à Paris en 1950, la FEANF regroupait des représentants du Cameroun, de l'Afrique de l'Ouest francophone, de la Guinée française et du Togo. Déjà en 1960, elle comptait des membres de la Côte-d'Ivoire, du Niger, du Sénégal et du Soudan. Les jeunes dirigeants à la tête de la FEANF attribuaient une bonne part de leurs racines intellectuelles aux textes de Cheikh Anta Diop, éminent historien sénégalais et anthropologue qui avait également été un ardent militant étudiant. Aujourd'hui, l'Université de Dakar porte son nom.

Bien que le rejet de l'assimilation ait été un thème bien accueilli par les populations soumises au joug colonial français, ailleurs sur le continent les groupes étudiants africains sous influence britannique adoptaient un ton beaucoup moins agressif, demeurant généralement plus conservateurs dans leur approche et leurs activités. La West African Student's Union (WASU), fondée à Londres en 1925, a été l'un des plus connus. Actif jusqu'en 1958, la WASU comptait des membres du Ghana (dont Kwame Nkrumah, qui deviendra le tout premier Premier ministre, puis Président du pays, dans la foulée du mouvement nonviolent pour l'indépendance nationale qu'il a dirigé), du Nigeria et de la Sierra Leone. Tout au long de la période coloniale, les organisations étudiantes n'ont joué qu'un rôle de soutien dans la lutte pour l'indépendance, même là où les étudiants ont été les plus engagés, comme en Éthiopie, à Madagascar et en Somalie.

NOTES

⁸ Pour une étude plus approfondie de cette théorie du pouvoir comme dynamique pluraliste, voir le récent ouvrage du plus grand expert dans le domaine de la lutte stratégique nonviolente, Gene Sharp, *Waging Nonviolent Struggle*, pp. 359-423. Le second chapitre de son plus important ouvrage en français *La guerre civilisée : La défense par actions civiles* traite des façons de capter les sources du pouvoir. (offert en ligne au <http://www.aeinstein.org/organizations2346.html>)

⁹ Harrison, *Issues in the Contemporary Politics of Sub-Saharan Africa*, p.119.

¹⁰ Esler, *Youth in Revolution*, p. ix.

3

Méthodes de l'action nonviolente

D'aussi loin qu'on se souvienne, la lutte nonviolente a toujours existé. La lutte nonviolente recèle un nombre infini de méthodes, comme les manifestations, les marches, les vigiles, les grèves et les boycotts — des méthodes bien connues à travers l'Afrique et dans le reste du monde. Dans la majorité des luttes, cependant, le vaste répertoire des méthodes nonviolentes demeure largement inconnu et inexploré. Par conséquent, il arrive qu'on écarte la technique de l'action nonviolente au service de la justice sociale après un usage somme toute limité. La raison en est habituellement le recours répétitif à quelques rares méthodes, au nombre trop restreint, ce qui tend à étouffer le dynamisme, à créer de la lassitude et à devenir trop prévisible. S'il est généralement préférable d'utiliser les méthodes les plus simples et les plus efficaces, l'atteinte d'un but ou d'un objectif à long terme nécessite une bonne planification pour permettre aux diverses actions de s'enchaîner les unes après les autres. Passer de méthodes plus simples à des actions plus complexes obligera par ailleurs l'opposant ou le groupe ciblé à réagir à des pressions et des représentations diverses, offertes à des rythmes variés.

Quand les jeunes réfléchissent aux types d'actions à entreprendre, ils commencent souvent par celles qu'ils connaissent déjà; un bon point de départ pour tout groupe choisissant de s'investir dans l'action nonviolente. Si toutes les méthodes ne sont pas nécessairement réalisables, opportunes ou utiles, l'élargissement du répertoire d'actions peut se traduire par des avantages indéniables. Le résultat et les retombées varieront évidemment selon l'interprétation que donneront aux méthodes précises ceux qui les utilisent, ainsi que les membres du groupe ciblé et les secteurs neutres et non engagés. Les jeunes se trouveront plus habiles à appliquer certaines méthodes que d'autres. Par exemple, les jeunes ont généralement plus de temps et d'énergie à consacrer que d'autres groupes dans la société, mais ils tendent aussi à avoir moins de légitimité, de compétences, de connaissances et de ressources matérielles.

Il convient d'évaluer et de choisir les méthodes de l'action nonviolente selon des critères d'efficacité, d'opportunité et de pertinence. Ces trois critères contribuent à une planification et à une utilisation optimales des méthodes d'action :

- **Efficacité** : il faudra former les gens à la manière de bien mener la méthode d'action, surtout là où les sanctions nonviolentes sont peu utilisées, ou encore là où la rébellion armée ou la guérilla se sont imposées. Il faudra probablement expliquer les rudiments ou offrir une formation de base, ainsi qu'aborder les questions logistiques. On devra notamment souligner l'importance de facteurs comme le choix du moment.
- **Opportunité** : le succès d'une méthode dans une situation donnée ne signifie pas qu'elle réussira ailleurs. Tout est dans les circonstances. Bien que les protagonistes

nonviolents gagnent en expérience à répéter le même type d'actions, la répétition donne aussi au groupe ciblé l'occasion de mettre au point des contre-maîtrises efficaces. En d'autres termes, devenir prévisible peut coûter cher.

- **Pertinence** : la créativité et l'ingéniosité aident à garder l'élan, l'initiative et l'intérêt. Tout en tenant le groupe cible dans la mire, l'adoption de nouvelles méthodes d'action devrait aussi viser à élargir la participation. Cela doit cependant être fait sans oublier les besoins en préparation et en formation, de même que les risques potentiels liés à l'utilisation de nouvelles méthodes peu familières. La prudence est de mise, particulièrement chez les jeunes, qui pourraient ne pas voir le danger potentiel d'une situation ou se laisser facilement emporter.

L'utilisation d'une seule méthode — si puissante, attirante ou familière qu'elle soit — ne saurait en aucun cas être assimilée à la technique de la lutte nonviolente dans sa globalité. Les protagonistes nonviolents ont fort à gagner d'une exploration exhaustive du répertoire complet des outils qui s'offrent à eux. Toute campagne ou mouvement, chaque lutte bénéficiera d'un certain degré d'innovation. (Voir en annexe les 198 méthodes de la lutte nonviolente compilées par le spécialiste Gene Sharp.)

Les méthodes de la lutte nonviolente regroupent trois grandes catégories : les méthodes de protestation et de persuasion (des actions conçues d'abord pour envoyer un message); les méthodes de non-coopération (des actions qui suspendent la coopération, la participation); les méthodes d'intervention nonviolente (des actions qui rompent les pratiques usuelles, empêchent la conduite d'activités « normales » ou créent de nouvelles pratiques).

PROTESTATION ET PERSUASION

Les méthodes les plus connues et les plus largement utilisées de l'action nonviolente sont celles du type protestation et persuasion. Si on souhaite que quelqu'un ou quelque chose change, il faut évidemment expliquer la nature du problème et quels changements on souhaite obtenir. Slogans, chansons, pétitions, sketches, vigiles, simulacres de funérailles, toutes ces méthodes peuvent servir à dénoncer une injustice ou à exprimer le point de vue d'un groupe sur une question donnée. Elles offrent un moyen de montrer son désaccord (ou son accord) et de révéler les actions ou les positions d'un opposant. Les méthodes de protestation et de persuasion ont cette capacité d'expliquer et de symboliser. Elles sont parfois efficaces, quand elles réussissent à capter largement l'attention, mais elles sont généralement incapables d'atteindre des objectifs de grande envergure et d'une importance primordiale. Ces méthodes nécessitent plutôt qu'on leur adjoigne une

JEUNE QU'UNE FOIS



En Sierra Leone, des étudiantes manifestent pour dénoncer le recrutement d'enfants-soldats. Photo : Amnistie Internationale.

communication limpide des griefs, habituellement de concert avec d'autres méthodes qui ébranlent et affaiblissent les piliers de soutien de l'opposant. À elles seules, les méthodes de protestation et de persuasion ne sont que des moyens d'attirer l'attention et, peut-être, de modifier les points de vue sur une question donnée. Bien qu'elles soient souvent les premières méthodes employées lors d'une lutte nonviolente, diverses formes de ces outils simples et rudimentaires seront d'ordinaire utilisées au cours d'un conflit.

La manifestation, qui captive souvent l'imagination populaire, est l'une des méthodes les plus communes dans la catégorie protestation et persuasion. Des manifestations largement publicisées et bien menées se sont avérées des outils puissants dans les conflits en Guinée, au Kenya, au Sénégal et au Soudan.

Il arrive toutefois que certains prônent l'organisation d'une manifestation, méthode si populaire et familière, sans savoir à quoi les manifestations servent vraiment, non plus comment les organiser pour qu'elles soient efficaces. Une manifestation demeure d'abord et avant tout un acte symbolique de nature pacifique visant à rassembler un groupe dans un lieu public pour exprimer une opinion collective sur une question, un problème ou un objectif donné. Elle peut être menée à l'appel d'un groupe représentant un seul segment démographique, comme les femmes ou les enfants, ou d'un groupe intentionnellement diversifié. Les protagonistes nonviolents y intègrent souvent de la musique ou du chant, ce qui peut donner des manifestations au ton plus festif, ou au contraire plus sombre. En leur qualité d'activités publiques organisées, les manifestations offrent un moyen de sensibiliser la population en général ou certains groupes en particulier, de recruter des

bénévoles et d'aller chercher des appuis, du moins potentiellement. Les manifestations qui attirent un grand nombre de personnes ont le propre de mettre en évidence la force d'une campagne nonviolente. Les méthodes de protestation et de persuasion ont de tout temps été les méthodes de l'action nonviolente les plus couramment utilisées partout en Afrique, comme à travers le monde, à des degrés divers de symbolisme et d'intensité.

LA NON-COOPÉRATION

Les méthodes de la non-coopération s'attaquent directement aux sources du pouvoir et aux piliers de soutien d'un opposant ou d'un groupe visé. Elles peuvent empêcher une personne, une institution, une bureaucratie, voire l'appareil d'État de fonctionner pour satisfaire ses intérêts ou réaliser ses objectifs. L'appel à la non-coopération impose l'arrêt ou la réduction, de manière totale ou partielle, de la participation ou de l'engagement dans des activités spécifiques. Au cœur de l'efficacité des méthodes de non-coopération réside le fait que toute relation ou tout système politique repose sur la coopération des gouvernés, que cette coopération soit obtenue avec son consentement, par simple résignation ou par la contrainte. Par la non-coopération, on refuse l'obéissance, on retire son soutien, on n'offre plus son concours. Dans la boîte à outils de l'action nonviolente, le plus grand nombre de méthodes relèvent de la non-coopération.

Le boycott et la grève, deux méthodes polyvalentes, sont les meilleurs exemples de non-coopération. Que ce soient les consommateurs, les producteurs, les gestionnaires, les bailleurs de fonds, les gouvernements ou les tierces parties à l'international, tous possèdent la capacité d'imposer un boycottage. Les grèves sont différentes selon l'industrie visée ou leur durée. Il y a entre autres la grève « éclair », la grève des ouvriers agricoles, la grève étudiante, la grève des prisonniers. La non-coopération sous forme de grève ne se limite pas aux questions économiques. Certaines formes de grève sociale, comme la suspension d'une activité sportive, peuvent s'avérer efficaces dans certaines circonstances. Il en sera de même de la non-coopération politique, le boycottage d'une élection, par exemple. D'autres méthodes impliquent la simple réticence à effectuer certaines tâches, la temporisation ou la rupture des liens diplomatiques.

La grève générale est souvent vue comme l'arme la plus puissante dans l'arsenal des mouvements nonviolents. Gene Sharp, l'un des plus importants penseurs et auteurs dans le domaine des luttes nonviolentes, définit la grève générale comme « un arrêt de travail généralisé chez les travailleurs et les travailleuses visant à paralyser plus ou moins complètement la vie économique d'une région donnée, afin de réaliser les résultats escomptés ».¹¹ Parfois appelée non-coopération totale, cette approche « blitzkrieg » est malheureusement trop souvent adoptée sans la planification stratégique de longue haleine

JEUNE QU'UNE FOIS

qu'elle requiert. S'il est relativement facile d'appeler à la grève générale, il est beaucoup plus difficile de la mener à bien. Une grève générale qui tourne à l'échec tend à empirer la position et les conditions du mouvement nonviolent.

Plusieurs facteurs, dont ses retombées potentielles, doivent être pris en compte avant d'appeler à la grève générale. Cette méthode exige une capacité organisationnelle de grande envergure, regroupant de nombreux secteurs, y compris dans les entreprises, dans les bureaux et chez les fournisseurs de services. L'ensemble du personnel concerné doit être avisé du moment et de l'objectif de la grève. Outre une telle coordination logistique, il faut également que les personnes appelées à participer s'entendent sur la viabilité du geste de non-coopération et l'intérêt qu'elles ont à y participer. Sir Adam Roberts, expert en relations internationales à l'Université d'Oxford, a qualifié la grève générale « d'arme plutôt aveugle », incapable d'illustrer et d'expliquer les véritables enjeux en cause.¹² On peut toutefois dire la même chose de plusieurs autres méthodes de l'action nonviolente. Une grève générale est une action de si vaste ampleur que l'enjeu de départ pour lequel elle a été appelée peut facilement se perdre. Il incombe donc à ceux et celles qui lancent l'appel à la grève de bien en communiquer les revendications.

Quand on demande aux gens de ne pas se présenter au travail, cette décision affecte directement leur vie. Dans la plupart des pays, les employeurs refuseront de payer les travailleurs et les travailleuses, peu importe l'objectif recherché. Même les syndicats qui disposent d'un imposant fonds de grève n'ont jamais assez d'argent pour dédommager les grévistes très longtemps. Se priver de salaire implique des sacrifices pour le salarié et sa famille, que ce soit en nourriture ou autres nécessités. Les responsables de la coordination d'une grève générale doivent tenir compte de ses répercussions potentielles, et tenter autant que possible d'y remédier. Une préparation adéquate peut imposer un lourd fardeau aux ressources des groupes organisateurs.

La grève générale impose par ailleurs des coûts ou des pertes qui se répercutent dans toute la société. Selon Sir Roberts, « Si la grève générale est vraiment généralisée, la société devra se préparer à l'avance pour fonctionner sans communications, sans eau courante, sans traitement des égouts, sans transports, sinon les plus primitifs, et sans électricité ». ¹³ Il faudra négocier à l'avance des ententes pour le maintien de services essentiels. Le caractère « aveugle » que Sir Roberts applique à la grève générale reconnaît que les conséquences de l'action n'affectent pas seulement les parties en cause dans le conflit, mais aussi de nombreux témoins impuissants dans la société. Une telle situation peut exacerber la compétition pour des ressources et des biens devenus rares. Durant une grève générale, les responsables de l'organisation doivent assurer la protection des moyens de production de certaines ressources, veiller à la distribution des biens essentiels et chercher

ou créer d'autres moyens de production. Au nombre des ressources méritant une attention particulière, mentionnons la nourriture, les vêtements, l'énergie, le matériel médical, les devises négociables, les moyens de communication et le transport.

Même s'il s'agit par définition d'une méthode de non-coopération économique, la grève générale revêt également un aspect symbolique. Quand une action aussi draconienne que celle-ci est bien orchestrée, elle affecte le moral aussi bien de l'opposant que du groupe nonviolent. Il est extrêmement difficile d'assurer le respect absolu du mot d'ordre, comme on a pu le voir au Zimbabwe au début de 2003. Lorsque des personnalités, des groupes ou des secteurs industriels clés refusent de se joindre à l'action, cela signale une certaine désorganisation, un manque d'unité ou une faiblesse générale des appuis du milieu à la campagne nonviolente, ce qui réduit d'autant sa capacité de faire pression et d'obtenir un changement de société. Une image de faiblesse risque de miner le moral des troupes à court et à long terme. Des personnes sans engagement pourraient vouloir remplacer les grévistes. La présence de briseurs de grève soulève pour les responsables la question du comportement et du traitement à leur égard.

Le débat sur la grève générale doit inclure la prise en considération des questions stratégiques et tactiques. Concernant la question stratégique, il s'agit de savoir si une grève générale servira effectivement la campagne nonviolente en question. En d'autres termes, une grève générale réussie permettra-t-elle d'atteindre un objectif particulier, par la conversion de l'opposant ou du groupe visé, ou bien par accommodement, coercition ou désintégration? Comment l'action affectera-t-elle d'autres initiatives du groupe nonviolent? De telles considérations restent distinctes des questions tactiques à envisager. Par exemple, qui sont les gens ou les groupes qui prendront part à l'action? Pour combien de temps? Une méthode ou une action peut être très bien organisée sur le plan tactique, mais s'avérer dévastatrice sur le plan stratégique. (Par exemple, elle peut court-circuiter une autre campagne nonviolente en cours.) Inversement, l'organisation d'une grève générale peut être stratégiquement utile, mais son efficacité limitée du fait de ses manquements tactiques. Ce sont là des questions et des enjeux que les groupes nonviolents trop souvent ne prennent pas en considération.

Si la non-coopération sociale et économique offre des méthodes d'action puissantes, il en va tout autant des formes politiques de non-coopération. Par exemple, le boycottage des élections présidentielles au Nigeria en 1993 et des élections parlementaires au Zimbabwe en novembre 2005 ont eu une influence certaine. La non-coopération constitue la plus puissante classe de méthodes d'action nonviolente. La raison en est que ce type d'action entame directement les sources de pouvoir de l'opposant. L'emploi de ces méthodes

JEUNE QU'UNE FOIS

signale le fait que la majorité de la population ou de certains groupes clés souhaite un changement.

L'INTERVENTION NONVIOLENTE

Les méthodes d'intervention nonviolente rompent les normes habituelles de comportement ou en créent de nouvelles, que ce soit par un sit-in, une occupation-prière (pray-in) ou l'établissement d'institutions parallèles (alternatives). Certaines formes d'intervention nonviolente, comme la grève de la faim et le sit-in, sont maintenant bien connues. Mais il existe d'autres méthodes, comme la confiscation des terres et l'occupation nonviolente. Prenons par exemple le siège de dix jours mené en 2002 à l'encontre des installations des compagnies pétrolières dans le delta du Niger : Plus de deux mille « femmes, âgées entre 30 et 90 ans, ont pris le contrôle du terminal pétrolier, de la piste d'atterrissage, ainsi que des quais et entrepôts, seuls points d'entrée aux installations de Chevron-Texaco, forçant ainsi l'arrêt complet de la production quotidienne de quelque 450 000 barils de pétrole brut, et ce, chaque jour qu'a duré la manifestation. Se relayant parfois par vagues de 200 femmes à la fois, elles ont maintenu l'occupation des lieux 24 heures sur 24. »¹⁴

La pratique des méthodes d'intervention nonviolente comporte plus de risques que la plupart des autres méthodes d'action. Les personnes qui participent à une intervention nonviolente se placent à l'avant-scène. Toutes les actions nonviolentes exigent une préparation et une formation approfondies, mais les méthodes de l'intervention nonviolente entraînent souvent des répercussions si importantes et intenses qu'elles exigent un niveau de préparation très élevé.

Bien que les jeunes puissent être plus disposés à recourir à des méthodes d'intervention nonviolentes que d'autres segments de la société, les actions de ce type sont généralement menées par les membres les mieux formés et les plus disciplinés d'un groupe nonviolent. Non seulement faut-il que les activistes soient rompus aux façons de mener à bien l'action en question, ils doivent également comprendre et anticiper les réponses et les réactions de l'opposant et des observateurs. Étant donné que de telles actions sont souvent menées par un petit nombre de personnes, la publicité qu'elles attirent se mesure rarement à celle des grandes manifestations de masse ou des grèves industrielles à large échelle. Les méthodes d'intervention nonviolentes peuvent toutefois avoir un effet-choc et offrir ainsi un moyen d'attirer l'attention. Si le choix de ces méthodes repose sur le désespoir, sans faire partie d'un plan d'action soigneusement élaboré, elles peuvent par ailleurs mettre en péril les membres du mouvement nonviolent. « Il faut bien comprendre que la perturbation des habitudes de vie, les efforts pour changer les choses à l'extérieur des voies officielles et

pour imposer des coûts à l'opposant sont des moyens d'action qui s'apparentent à la force. »¹⁵

La création d'organisations ou d'institutions parallèles et alternatives — soit la mise sur pied par les membres d'une collectivité d'institutions ou de groupes pour satisfaire des besoins ou répondre à des problèmes trop souvent négligés —, constitue une autre forme d'intervention ayant un grand impact. Les gens se dotent d'organisations alternatives quand un office gouvernemental, un organisme officiel ou un autre organe établi se montre incapable d'assumer ses responsabilités ou néglige simplement des doléances largement partagées. Des institutions parallèles peuvent également être mises sur pied pour couper un rapport de dépendance envers un groupe donné. En réduisant la dépendance envers des produits ou des services offerts par un opposant, cette méthode complexe favorise l'autonomie et la prise en charge. Les organisations alternatives recèlent le potentiel de régler toute une gamme de problèmes et de griefs, notamment quant aux activités commerciales, à l'éducation, à la santé et à la sécurité. Elles offrent la flexibilité d'accepter ou de remettre en question les rapports de pouvoir dans la société. On cite souvent l'exemple des organisations communautaires présentes partout en Afrique, engagées dans une grande diversité de sphères, qu'elles soient liées à l'économie, à l'éducation, à l'édification de la paix, à la résolution des conflits ou à la sécurité. Ces institutions alternatives, tantôt officielles, tantôt informelles, vont des associations nigérianes d'épargne et de crédit appelées Esusu, aux procédures de type gacaca du Rwanda, un mécanisme traditionnel pour régler les différends touchant le territoire et les autres questions communales.

On connaît bien l'engagement personnel de Mohandas K. Gandhi envers les méthodes nonviolentes, mais il ne s'en remettait pas exclusivement à ce mode d'action. Gandhi offrait à ses compatriotes indiens, à ses amis et collègues de l'Afrique du Sud, ainsi qu'à ceux et celles qu'il inspirait, les moyens de commencer à vivre différemment, avant même que les vieilles injustices contre lesquelles ils se battaient ne soient vaincues. Il appelait cette approche « le programme constructif ». Le programme constructif encourageait l'autonomie et l'autodéveloppement, les mesures sanitaires dans le village et dans les foyers, l'industrie locale, la pleine participation des femmes, l'indépendance économique, les appels à l'action, ainsi que l'engagement des jeunes, qu'il appelait l'espoir d'avenir. Tel que Gandhi l'envisageait, le programme constructif servait à accroître la responsabilisation, à bâtir la confiance en ses propres moyens et le sentiment d'appartenance communautaire en plus d'offrir des services essentiels, par le biais d'institutions parallèles. C'est un moyen de nouer la fin et le moyen, de réaliser le but recherché d'une manière cohérente avec la finalité à long terme. Grâce au programme constructif, les collectivités commencent à vivre les objectifs recherchés à l'échelle

JEUNE QU'UNE FOIS

communautaire, bien avant qu'elles ne puissent saisir les rênes du pouvoir ou impulser un changement social d'envergure.

L'auteur et intellectuel Jonathan Schell a reconstitué la trame de différents récits de programmes constructifs et d'institutions parallèles qu'ont mis à contribution certains des plus grands leaders de mouvements nonviolents efficaces : Gandhi dans la lutte anticoloniale indienne; Václav Havel, écrivain, militant et éventuel président de la République tchèque; Adam Michnik, leader du mouvement polonais Solidarité et l'intellectuel hongrois, Gyorgy Konrád :

Tenter de renverser le régime a été une erreur. Le militantisme doit d'abord chercher à opérer un changement immédiat dans la vie quotidienne. [Vaclav Havel] affichait un engagement sans faille à l'atteinte d'objectifs modestes, mais bien concrets au plan local ... [Les Havel, Michnik et Konrád] avaient effectivement détourné le regard des sommets du pouvoir d'État pour le poser sur la vie immédiate autour d'eux. Gandhi n'avait connu ni l'oppression totalitaire, ni l'impasse nucléaire. Pourtant, lui aussi en était venu à la décision de viser non pas directement le pouvoir d'État, mais l'amélioration immédiate de la vie locale, par le biais de l'action directe sous la forme du programme constructif, qu'il considérait comme l'essence même du travail.¹⁶

La mise sur pied d'un programme constructif permet notamment :

- d'opérer des changements concrets et positifs dans la vie quotidienne des gens;
- de créer un sentiment d'identité et de fierté, aux plans individuel et collectif;
- de favoriser la prise en charge et la réalisation par les gens de leur propre potentiel;
- d'encourager les gens à soutenir des activités qu'un mouvement nonviolent pourrait vouloir un jour entreprendre;
- de modifier les rapports de pouvoir entre les groupes dans la société;
- de mettre de l'avant des actions qui traduisent les buts du mouvement, comme le choix de moyens conformes aux fins recherchées.

La plupart du temps, la lutte nonviolente comporte des risques. Avec le danger vient la responsabilité. Inévitablement surviennent des situations et des occasions qui soulèvent des questions éthiques, morales ou autres qui méritent d'être sérieusement abordées. Si les outils les plus rudimentaires de l'action nonviolente sont des mesures de persuasion ou symboliques, on peut recourir à d'autres méthodes, extrajudiciaires et extra-parlementaires, lorsque les cadres juridiques ou constitutionnels usuels sont déficients,

dysfonctionnels, corrompus, incapables de rendre justice ou simplement si d'autres recours font défaut. Ceci reste vrai même dans les démocraties où les minorités continuent de devoir recourir à l'action nonviolente pour corriger la tendance de la majorité à négliger ou à écraser les droits des minorités.

L'usage de certaines méthodes suscitera, et à juste titre, un débat dans certaines situations. Plusieurs questions ne manqueront pas d'être soulevées au cours d'une lutte nonviolente, surtout quand plane le danger. Par exemple, si les enfants peuvent participer à une marche ou à une vigile, mais qu'on craint une action policière démesurée, est-il acceptable de les exposer au risque? Comment les protagonistes nonviolents doivent-ils composer avec des individus qui refusent de participer à un boycott, alors même que leur soutien est vital? On ne trouvera pas de réponses toutes faites à ces questions. Chacune dépendra du contexte. Chez l'activiste nonviolent, une bonne connaissance de l'arsenal des armes nonviolentes à sa disposition contribuera à stimuler la créativité, de même que la réflexion et la planification stratégiques. Toutes sont des compétences essentielles à une lutte nonviolente efficace.

NOTES

¹¹ Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, p. 75.

¹² Roberts, *Civilian Resistance as a National Defence*, p. 85.

¹³ Ibid. p. 284.

¹⁴ Wokoma, *Women's Nonviolent Direct Action in the Niger Delta*, p. 35.

¹⁵ McCarthy, « The Techniques of Nonviolent Action », p. 111.

¹⁶ Schell, *Unconquerable World*, p. 193.

4

Arguments contre l'action violente

Les personnes et les groupes qui optent pour la lutte nonviolente expliquent leur choix par diverses raisons, l'une des plus courantes étant la foi en sa vertu morale. Certains justifient leur choix par le désespoir — généralement la croyance que l'affrontement violent serait vain ou suicidaire. D'autres mentionnent des avantages contextuels ou bien expriment la conviction authentique que la technique nonviolente est la plus efficace. Pourtant, les critiques et les arguments contre la lutte nonviolente persistent.

L'une des oppositions les plus fréquentes à l'action nonviolente se résume à « nous l'avons essayée, elle a échoué ». Chez ces personnes, une telle généralisation sur l'action nonviolente renvoie habituellement à une méthode particulière de l'action nonviolente, par exemple les manifestations ou le boycott par les consommateurs. Après l'échec apparent de ces méthodes bien précises, les dirigeants des mouvements se demandent rarement si l'échec ne serait pas plutôt imputable à des erreurs stratégiques ou tactiques de leur part. Ils présument prématurément qu'une technique d'action plus « musclée », comme la guerre de guérilla, pourra, elle, fonctionner. Étrangement, on n'applique pas aux opérations paramilitaires et à la guerre conventionnelle les mêmes critères qu'à l'action nonviolente. En effet, en cas d'échec sur le champ de bataille, on accusera la mauvaise stratégie, non l'efficacité globale de tous les moyens militaires.

L'argument le plus fréquemment invoqué contre la lutte nonviolente consiste à revendiquer le droit à la violence dans les affrontements et les conflits. Les jeunes sont particulièrement sensibles à l'argument voulant que « ce qui a été pris par la violence doit être repris par la violence ». Cet argument a été présenté même dans des luttes qui ont pourtant utilisé les méthodes nonviolentes de manière assez sophistiquée. Durant la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, par exemple, le Congrès national africain (ANC) appelait souvent la population à soutenir son aile armée, Umkhonto we Sizwe (ou « fer de lance de la nation »). De jeunes radicaux de l'ANC avaient lancé cette guérilla en 1961, suite à la répression brutale du gouvernement sud-africain l'année précédente à l'encontre de manifestantes et manifestants nonviolents dans le township (banlieue noire) de Sharpeville. Faisant plus de 70 morts et près de 200 blessés, l'épisode est connu comme le massacre de Sharpeville.¹⁷

Après avoir rencontré les dirigeants de plusieurs luttes d'indépendance nationale en Afrique, Bill Sutherland et Matt Meyer ont constaté que le massacre de Sharpeville avait été le facteur décisif ayant mené les principaux dirigeants du mouvement de libération sud-africain à conclure que la nonviolence ne pouvait plus fonctionner.¹⁸ À l'époque, les Sud-Africains n'avaient apparemment pas réalisé à quel point leurs manifestations nonviolentes et actes de non-coopération, notamment dans le cadre de ce qu'ils appelaient



En Afrique, la radio communautaire offre un moyen puissant de transmettre des nouvelles et des comptes rendus d'actions nonviolentes, permettant d'expliquer en quoi elles peuvent servir à bâtir une société plus vigoureuse et la rendre ainsi plus résistante à la violence organisée. Certaines émissions radiophoniques sont produites par les jeunes, pour les jeunes. On voit ici un jeune garçon interviewant des militants pour ce genre d'émission, en République démocratique du Congo. Photo : Amnistie Internationale.

la Campagne du défi, avaient réussi à ébranler et à diviser les centres de pouvoir de la capitale. Par ailleurs, Umkhonto we Sizwe n'a jamais sérieusement ébranlé le régime de l'apartheid, tandis que la non-coopération massive de centaines de milliers de personnes avait démontré leur réelle capacité à désobéir et à retirer leur coopération, une véritable menace pour tout système. D'ailleurs, l'ANC n'a jamais complètement abandonné les méthodes non-violentes. L'étendue et la portée du mouvement populaire nonviolent a finalement été le facteur décisif au cours des décennies suivantes en Afrique du Sud.

La promotion de la lutte violente aux dépens de formes plus populaires et plus accessibles de lutte nonviolente n'est pas un phénomène propre à l'Afrique du Sud ou à l'Afrique en général. Des arguments semblables pour l'auto-défense armée avaient fait surface en marge du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis,

portés par des personnalités et des organisations connues, comme Malcolm X et les Black Panthers. Certains mouvements à l'origine nonviolents, mais en perte de vitesse ou dans une impasse, se sont tournés en désespoir de cause vers des formes violentes de mobilisation. Au Kosovo, la province la plus au sud de l'ancienne République de Yougoslavie, les Albaniens de souche, qui représentent 94 % de la population de cette province, ont mené une remarquable lutte nonviolente pour leur indépendance de ce que l'on appelle aujourd'hui la Serbie. La lutte a vu la mise sur pied à grande échelle d'institutions parallèles, dont des centaines d'écoles et près de 90 cliniques. Après dix années d'une lutte nonviolente complexe, durant les années 1990, certains Kosovars et

JEUNE QU'UNE FOIS

anciens exilés sont revenus pour former l'Armée de libération du Kosovo qui appelait au combat violent.

En Birmanie, après des décennies de guérilla, un bref épisode de luttes nonviolentes — ou de « défi public » comme les peuples birmans préfèrent l'appeler — avait réussi à faire tomber trois gouvernements successifs en 1988. Les protagonistes nonviolents n'ont cependant pas réussi à consolider leurs gains, si bien que les parlementaires pro-démocratie n'ont jamais pu occuper leur siège après leur élection lors d'un suffrage que la junte militaire avait dû autoriser, en 1990. Malgré le succès de la lutte nonviolente en Birmanie, et l'appel pressant lancé par le mouvement au monde entier, des opérations de guérilla sporadiques et largement infructueuses se poursuivent dans les jungles, en périphérie du pays.

Certaines justifications de la violence s'appuient sur la thèse que les êtres humains sont naturellement violents, qu'ils ne font que suivre leurs instincts de naissance. Cette vision de la nature humaine considère comme « normale » et prévisible l'existence de cultures de violence. Cette position étaye le constat de l'anthropologue Nicolas Argenti à l'effet qu'il « arrive très souvent que les jeunes ne soient pas enlevés simplement contre leur volonté, mais que l'environnement dans lequel ils se débattent pour survivre les amène à voir le service militaire à la solde d'une armée gouvernementale ou d'une force rebelle comme un choix rationnel. » Devant la perspective de la faim et de l'errance, la violence peut être perçue comme un fait ordinaire de la vie, surtout quand il est question de survie : « En d'autres mots, les conditions qui accompagnent l'effondrement économique, les programmes d'ajustement au libre marché et la crise de légitimité qui affecte tous les États-nations de l'Afrique, sans oublier l'autorité compromise des élites locales perçues comme "enlisées dans la tradition" ou ligüées avec un État criminel, offrent un terreau fertile à la mobilisation pour la violence de ces jeunes à qui s'offrent si peu d'alternatives. »¹⁹

Un phénomène encore plus répandu que les positions précédentes tient à la promotion idéologique de l'action violente. Selon certains marxistes, un changement social significatif ou fondamental ne saurait survenir sans un moteur violent. L'« avant-garde » de la révolution d'octobre 1917 en Russie avançait cette position, de même que celle qui a mené la révolution culturelle en Chine de 1966 à 1969. Des positions semblables ont traversé une kyrielle de révolutions et de guérillas marxistes à travers le monde, y compris les récentes révoltes maoïstes au Népal et certains contingents de la lutte antiapartheid en Afrique du Sud. Selon Monique Marks :

L'apartheid était une « maladie » qui, faute d'être « détruite », contaminerait la nouvelle société. La nécessité de la violence, disaient les jeunes, était commune à toutes les luttes de libération. Ils connaissaient bien l'histoire de la lutte de libération dans des pays comme Cuba, le Nicaragua, le Mozambique, la Namibie et l'Angola. Ils idéalisaient les révolutions « violentes » qui s'étaient déroulées dans ces pays.²⁰

Avec la publication en 1961 du livre de Franz Fanon, *Les damnés de la terre*, les arguments en faveur de la lutte violente ont fait rage partout en Afrique. Psychiatre de formation né en 1925 dans la colonie française de la Martinique, dans les Caraïbes, Franz Fanon et ses idées ont eu une influence marquante sur diverses luttes de libération à travers le monde. Inspirées de psychothérapies radicales menées notamment auprès d'Algériens qui avaient subi la torture aux mains des colonisateurs français, les « leçons » que Franz Fanon a vulgarisées dans ses écrits tirent la conclusion que la violence est non seulement nécessaire devant l'oppression, mais qu'elle est essentielle à la guérison. Il attribuait à la violence des « vertus purificatrices ».

Sous-estimant les considérations pragmatiques quant à l'efficacité de la résistance violente contre l'oppression, les arguments de Fanon paraissaient sensés pour certains. L'usage de la violence peut gonfler le moral des troupes et attiser la solidarité et le sentiment de puissance chez les rebelles et les dépossédés. Ses effets « positifs » sont parfois qualifiés d'« euphorisants ». Ils sont, toutefois, de courte durée. Que construisent ou entretiennent les poussées de lutte violente? Tout ce qui est réalisé par le biais de la violence devra être soutenu et maintenu par le comportement violent. Ce n'est pas que les disciples de l'action armée manquent de principes ou d'éthique; au contraire, ils ont souvent des croyances et de solides codes moraux, auxquels ils tiennent passionnément. Malgré cela, ils s'attardent peu sur la question de savoir comment les moyens influencent la fin. On a bien vu les changements à la tête des pays où la violence révolutionnaire a servi à renverser les régimes autoritaires ou à expulser les pouvoirs coloniaux pour accéder à l'indépendance. Cela se vérifie en Afghanistan (1979 à 1989), en Angola (1975 à 2002), en Chine (1927 à 1950), en Indonésie (des années 1960 aux années 1980), à Cuba (1953 à 1959). Cependant pour l'essentiel, les anciens dirigeants répressifs ont simplement été remplacés par un nouveau groupe de dirigeants répressifs.

Quand une organisation aussi respectée que l'ANC en Afrique du Sud appelle à la résistance violente, la population peut préférer ne pas protester. Les arguments en faveur de la violence que présentent ces organisations semblent logiques : « résistance par tous les moyens nécessaires ». D'autres facteurs contribuent aussi à ce que la violence soit une option facile à promouvoir. Les faibles possibilités d'emploi et la vie dans la misère peuvent

JEUNE QU'UNE FOIS

pousser les jeunes à la violence. Les jeunes sous l'influence de l'alcool ou de drogues ainsi que leurs fournisseurs, sont facilement persuadés de recourir à la violence.

Les jeunes sont particulièrement sensibles aux arguments justifiant l'action violente, que ce soit par manipulation, coercition ou libre-choix. Prenez par exemple les Jeunesses hitlériennes de l'Allemagne nazie, ou les Fils de la louve du fasciste Mussolini, en Italie. Ces deux organisations ont été des outils de recrutement et des moyens d'intimidation. Les Brigades des garçons au Botswana et les Blousons verts du Zimbabwe offrent d'autres exemples de jeunes qui ont fait office de service de répression sur appel à la solde de régimes autoritaires.

Dès le plus jeune âge, les jeunes sont vulnérables au recrutement, habituellement involontaire, dans les milices. Bien que de telles situations ne soient pas uniques à l'Afrique, l'Armée de résistance du Seigneur, formée en 1987 pour renverser le gouvernement de l'Ouganda, s'est notamment démarquée par l'enlèvement, selon les estimations, de 20 000 enfants pour en faire des enfants-soldats et des esclaves sexuels. La République démocratique du Congo a armé des jeunes dans les provinces du Nord et du Sud Kivu pour combattre les troupes et les rebelles soutenus par le Rwanda entre 1998 et 2003. Connues sous le nom des Maï-Maï, ces milices ethniques n'étaient pas parties prenantes aux accords de paix qui ont officiellement mis fin à la guerre. En contrepartie, divers groupes Maï-Maï ont alors retourné leurs armes contre la population, donnant lieu à des attaques épouvantables. L'activité des milices est également en hausse au Nigeria, en particulier sur la question de la distribution des revenus, des dividendes et des services dans la région pétrolière du delta du Niger. Le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger, formé essentiellement de jeunes, a multiplié les prises d'otages parmi les travailleurs pétroliers, les opérations de sabotage et la destruction des stations de pompage du pétrole, ainsi que les échanges de coups de feu avec les forces militaires du gouvernement nigérian.²¹

Si les milices sont parfois perçues comme une forme d'activité organisée, structurée, voire légitime, la majorité de ces groupes agissent en toute impunité. Dirigés habituellement par des leaders charismatiques et autocratiques, les milices et les groupes paramilitaires sont en général mal disciplinés et manquent d'encadrement à long terme, ce qui donne lieu à des comportements erratiques, s'appuyant sur des « normes » brutales. Quand la maladie, l'arrestation ou la mort enlèvent à ces groupes armés son dirigeant au magnétisme aussi fort que son éducation est faible, ceux-ci se retrouvent sans direction et déstabilisés. Les milices tendent à rassembler une jeunesse désenchantée et frustrée, des groupements tribaux traditionnels, des réfugiés en fuite, des personnes déplacées internes et des combattants aux motivations politiques. Le plus souvent, les milices ne sont que de vagues

associations de jeunes qui s'adonnent à des actes de violence gratuite, au pillage, au vandalisme, au viol, à des mutilations et au meurtre. C'était le cas en Somalie, avec la « milice » de jeunes appelée les Mooryans (les bandits) durant la guerre civile somalienne.

En Afrique du Sud, les *tsotsis* (bandes de jeunes) sont devenus célèbres pour la violence de leurs crimes et autres activités connexes, notamment durant les années 1980. Les sociétés *Odelay*, groupes de jeunes hommes qui se sont constitués dans les années 1990 à la Sierra Leone pour tenir des mascarades et des processions publiques, étaient également connues pour leur comportement émeutier et antisocial. La secte interdite des Mungiki au Kenya a démontré son penchant pour la violence, n'hésitant pas lors des soirées de recourir à l'intimidation, à la torture et parfois même au meurtre. Ces regroupements de jeunes sont moins structurés que les milices. La violence chez les jeunes peut aussi être spontanée, comme lorsque les jeunes se sont tournés vers la délinquance et la destruction en réponse à la flambée du prix des denrées au Mozambique en 1995, et en Guinée en 2005.

De tels groupes et leurs actions illustrent certaines des tentations et la fascination qu'exercent les activités violentes auprès des jeunes en Afrique. Devant des arguments en apparence logiques, les frustrations, les menaces et les promesses de gratifications financières et personnelles, on voit faiblir la probabilité que les individus et les groupes, en particulier les jeunes, choisissent la lutte nonviolente pour obtenir des réformes, des mesures compensatoires ou des changements de politiques. Cette technique doit impérativement être enseignée, apprise et comprise.

NOTES

¹⁷ Chainawa, '*Southern Africa since 1945*', p. 260.

¹⁸ Sutherland and Meyer, *Guns and Gandhi in Africa*, p. 2.

¹⁹ De Waal et Argenti, *Young Africa*, pp. 147 et 145.

²⁰ Marks, *Young Warriors*, p. 121.

²¹ Pour plus de détails sur les enfants-soldats, voir Brett et Specht, *Young Soldiers*.

5

Les actions d'aujourd'hui,
le monde de demain

La jeunesse d'aujourd'hui en Afrique est passionnée et enthousiaste, rebelle et animée. Elle est idéaliste et audacieuse, mais aussi facile à manipuler et peut être à l'origine de troubles. Tantôt auréolée, tantôt démonisée, la jeunesse représente l'espoir et l'avenir, mais soulève aussi l'inquiétude d'un danger immédiat. Bien qu'on parle beaucoup de l'amélioration de leurs conditions de vie et des services qu'on leur accorde, les jeunes suscitent également suspicion et malaise.

La jeunesse constitue probablement la période la plus turbulente de la vie, le moment où l'on cherche son identité et sa place dans le monde. Les responsabilités familiales sont souvent encore minimales. L'éducation (officielle ou non) ouvre à certains de nouveaux horizons, qui pour un grand nombre demeurent difficiles à atteindre. Les opinions se forgent, les carrières commencent à se dessiner. Plus important encore pour notre présent propos, les idées se forment sur les moyens de régler les différends et les conflits.

Comme n'importe quel groupe social, les jeunes subissent leur lot de généralisations et de stéréotypes, particulièrement en Afrique. La première étude des mouvements étudiants en Afrique est parue en 1963, dans un article sur la West African Student's Union. La première étude approfondie a été publiée en 1979, avec l'ouvrage de S. A. Amoah intitulé *University Student's Political Action in Ghana*. L'Afrique francophone dut quant à elle attendre jusqu'en 1985, avec la publication par Sékou Traore de La FEANF, sur la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France. L'attention des chercheurs universitaires ne s'est tournée que tardivement et trop rarement vers les manières dont la jeunesse africaine a pu répondre à l'adversité et aux conflits, en particulier par la voie de la lutte nonviolente. Ce domaine de recherche demeure négligé et mal compris.

Devant les questions quasi universelles qui accompagnent les premières années de la vie, les jeunes cherchent à améliorer leur sort, celui de leur famille, de leurs amis et de leurs semblables, ainsi que celui de leur société. Quand l'idée que se font les jeunes de ce qui constitue le « bien commun » se bute aux visées et aux volontés des pouvoirs en place, les dirigeants et leurs représentants répondent souvent par une répression qu'ils « justifient » par la nécessité de combattre l'anarchie et le chaos qu'ils associent, à tort ou à raison, aux jeunes personnes. En revanche, les jeunes peuvent réagir impulsivement et adopter une mentalité s'apparentant à « la résistance, par tous les moyens », même si ce choix est le plus susceptible de nuire à leur avenir. La violence continue, recréant ce cercle vicieux où les représailles jouent en boucle.

L'assimilation des « jeunes » à un problème social peut avoir un certain fondement dans la réalité qu'il faut aborder, mais il est également devenu prétexte à la répression, au nom d'une vision autocratique de l'inclusion sociale...

Inévitablement, la répression par l'État ou par des tiers appuyés par l'État en vue d'attiser les conflits ethniques et de légitimer l'imposition d'un état d'urgence, suivi d'une intervention militaire, a nourri une résistance accrue chez les jeunes les plus touchés par cette violence, laquelle sert de nouveau à justifier une répression encore plus intense par l'État.²²

Malheureusement, trop de jeunes en Afrique sont encore perçus comme étant un problème social par leurs aînés. Dans un tel climat, les jeunes ont tendance à se replier sur la violence, ce qui décuple le nombre d'occasions qu'ils trouvent de l'utiliser. En l'absence de débats sur les méthodes de rechange, les jeunes en viennent à considérer l'action violente comme la principale méthode, voire la seule, pour régler les différends et les conflits. Ainsi, qu'elle soit gratuite ou coordonnée, la violence devient un moyen de s'identifier aux autres par le biais des perspectives, des opinions et des expériences que l'on partage. La réponse violente devient instinctive ou institutionnelle. Julius Nyerere, ancien président de la Tanzanie et partisan de la lutte nonviolente, observait ce phénomène à l'échelle nationale : « Les gouvernements se montraient inexorablement plus militarisés quand la lutte armée avait été un facteur décisif. En Tanzanie, nous étions le plus civil des gouvernements parce que nous n'avions pas eu recours à la lutte armée... Quand une société a dû passer pratiquement par une culture de violence, comme vous dites, et pour aussi longtemps, eh bien, vous héritez d'une partie de cette culture. »²³

L'étendue des choix qui s'offrent quant aux moyens d'affronter les conflits a été l'objet d'une attention trop furtive. Selon Gene Sharp, « Il est très rare que l'on compare méticuleusement et de manière équitable les techniques violentes et les techniques nonviolentes en termes de temps requis, de bilan des mortalités, de succès et d'échec (à partir de critères précis), de qualité des préparatifs, du type de stratégie, et autres éléments du genre. »²⁴ Trop souvent, les décideurs, les militants et les combattants déclenchent certains types d'actions violentes par pur réflexe.

Malgré la fréquence avec laquelle l'action violente est utilisée par les jeunes ou sert à les réprimer, il convient de mentionner les initiatives conçues pour protéger les jeunes et améliorer leur sort. Par exemple, la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989, définit quels sont les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels fondamentaux des enfants. De portée et de contenu globalement similaires, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant a été adoptée en 1990 par l'Organisation de l'unité africaine, aujourd'hui l'Union africaine. Les Conventions de Genève de 1949 et les Protocoles additionnels de 1977 stipulent également des mesures de protection pour les enfants victimes de guerre ou d'autres atrocités. En septembre 1990, les chefs d'État et de gouvernement ont participé au

JEUNE QU'UNE FOIS

Sommet mondial pour les enfants, où ils ont adopté la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant, ainsi qu'un Plan d'action pour l'amélioration de la santé et du bien-être des enfants face à la guerre, la discrimination et la faim. Plusieurs organisations internationales, dont l'UNICEF et l'UNESCO, parrainent et pilotent des projets ou font des représentations au nom des enfants et des jeunes, sans oublier des organismes bénévoles comme Aide à l'enfance et le Réseau africain pour la prévention et la protection contre l'abus et la négligence de l'enfant.

Le présent livret se penche plus précisément sur ce que peuvent faire les jeunes aux prises avec des litiges et des conflits, notamment quand les options semblent devoir se réduire à l'action violente. De fait, les jeunes ont utilisé avec succès la lutte nonviolente au service d'objectifs humanitaires, de droits fondamentaux, de l'égalité devant la loi et d'idéaux démocratiques. De plus, les populations étudiantes ont joué un rôle important dans des luttes nonviolentes au Bénin, au Burkina Faso, au Malawi et au Mali. Les jeunes se sont révélés des acteurs de premier plan au sein des mouvements politiques étudiants au Soudan en 1985, en Éthiopie en 1991 et en 2005, en Sierra Leone en 1997, en Guinée en 2005 et

dans la lutte des Ogonis et autres peuples du Nigeria, à partir des années 1990.²⁵



Des jeunes hommes manifestent contre la guerre à Dakar, au Sénégal. Cette mobilisation pacifique a attiré une foule évaluée à 10 000 personnes. Depuis plus de vingt ans, la province de la Casamance, au sud du pays, est le théâtre d'une guerre civile. Photo : Amnistie Internationale.

Comme nous l'avons vu, les groupes choisissent la lutte nonviolente pour plusieurs raisons : faute d'autres moyens de se battre, par foi en sa valeur morale ou confiance en son efficacité. En outre, l'utilisation des méthodes nonviolentes évite de provoquer l'opposant, notamment l'État-nation, sur le plan où il est le plus fort. Contester les politiques ou les pratiques d'un État ou d'un gouvernement en cherchant l'affrontement avec son appareil militaire ou policier risque fort de

ne pas être la meilleure stratégie. Les États s'arrogent généralement le monopole de la violence grâce à un complexe militaro-industriel, des structures militaires armées, des forces de police et de sécurité, et parfois des milices plus ou moins officielles. Or, quand on choisit de militer pour une cause en passant par une lutte nonviolente, il devient plus facile de surmonter ce qui pouvait sembler au départ un désavantage insurmontable. On peut

alors transformer la puissance du groupe ciblé en point faible. Le déséquilibre entre la capacité supérieure de l'opposant sur le plan des moyens d'actions violentes et la capacité des protagonistes de mener une lutte nonviolente peut se traduire en avantage stratégique pour ces derniers, leur attirant la sympathie populaire, l'approbation internationale et, éventuellement, une légitimité et des ressources supérieures.

Le choix de mener une lutte nonviolente doit être analysé en lien avec des questions et résultats politiques plus larges. Par exemple, à l'inverse de l'affrontement violent, qui crée une soif de vengeance, l'usage de la lutte nonviolente permet aux parties de satisfaire une revendication sans exciter le désir de représailles. L'action nonviolente se prête mieux que l'action violente à la réconciliation et à des solutions qui profitent aux deux côtés ou à toutes les parties à un conflit. Le groupe visé, qui ne craint plus les menaces de violence ou une attaque, sera mieux disposé à écouter les revendications et les enjeux en cause, tels qu'articulés par les protagonistes nonviolents. L'action nonviolente vise le pouvoir de l'adversaire, non son existence physique.

Séparer l'antagonisme de l'antagoniste a également comme avantage de placer les revendications au tout premier plan, plutôt que de faire glisser le débat vers les moyens employés pour les atteindre. À l'opposé, le caractère des actions violentes comme les opérations de guérilla et les actes de terrorisme vient souvent éclipser toute revendication, amenant le public cible et les potentiels alliés à rejeter la cause des protagonistes, tant sur le fond que sur la légitimité.

Les pertes en vies humaines découlant de l'action nonviolente tendent à être considérablement moindres que celles découlant d'actions faisant usage de la violence. De nos jours, la connaissance de cette réalité nous vient non pas tant des chercheurs universitaires, bien que leurs travaux soient importants, mais des militantes et militants qui tirent leur savoir des expériences sur le terrain.

Les groupes faisant usage de la lutte nonviolente en quête de justice sociale se concentrent souvent sur l'atteinte de leurs buts et objectifs immédiats, comme il se doit d'ailleurs. Il n'en demeure pas moins que la lutte nonviolente génère également des retombées structurantes à long terme. En 2002, plusieurs « vétérans » de luttes nonviolentes et des représentants d'autres groupes impliqués dans un conflit, dont certains prônaient la résistance violente, ont participé à une conférence organisée par l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP) pour mettre en commun et rassembler certaines de leurs expériences. Le groupe a noté que « si les armées de guérilla ou les milices peuvent à l'occasion être un moyen efficace de protéger une collectivité de la violence répressive ou pour renverser un dictateur, en règle générale celles-ci ne sont pas démocratiques dans leur organisation et

JEUNE QU'UNE FOIS

demeurent souvent incapables d'engendrer une direction démocratique, une fois l'ancien régime défait. »²⁶

En d'autres termes, il existe un lien direct entre les moyens et les fins dans la façon dont les personnes et les groupes répondent à un litige et s'impliquent dans un conflit. Non seulement l'action nonviolente peut-elle servir à surmonter des difficultés et à satisfaire des revendications, elle permet aussi de jeter les bases d'une société plus juste et plus sûre en permettant de comprendre que le pouvoir ne tient pas tant de ses aspects physiques, que d'une dynamique politique et sociale. Un rapport publié récemment par Freedom House, une organisation qui surveille l'état des droits de l'homme dans le monde, révèle qu'au cours des 35 dernières années, la résistance nonviolente a joué un rôle crucial dans 50 des 67 transitions d'un régime autoritaire à un gouvernement démocratique. En prenant d'abord la mesure des nombreux cas de luttes nonviolentes à travers le monde et de leur impact, le rapport constate que « l'action de solides coalitions nonviolentes réduit l'attrait qu'exerce la violence chez les groupes d'opposition et favorise en même temps des retombées plus positives au plan des libertés. »²⁷ Les luttes entreprises avec les méthodes nonviolentes ont de meilleures chances d'aboutir à une démocratie durable. De même, les actions entreprises au cours de la jeunesse influencent la vie entière. Et nous ne sommes jeunes qu'une fois.

NOTES

²² De Waal et Argenti, *Young Africa*, p. 46.

²³ Sutherland et Meyer, *Guns and Gandhi in Africa*, p. 81.

²⁴ Sharp, *Politics of Nonviolent Action*, p. 74.

²⁵ Concernant le recours à la lutte nonviolente par les groupes étudiants en Éthiopie, voir Abraham, *Ethiopia: From Bullets to Ballot Box*. Concernant le Soudan, voir Greenfield, 'Two Months That Shook Sudan,' et le Middle East Research and Information Project, 'Sudan's Revolutionary Spring', pp. 2-28. Concernant le Sierra Leone et la lutte des Ogonis, voir George-Williams, 'Bite Not One Another'. Pour un compte rendu détaillé et de l'information supplémentaire sur les jeunes personnes qui s'engagent dans des activités et des initiatives associées à la résolution des conflits et l'édification de la paix partout en Afrique, voir Mekenkamp, von Tongeren, et van de Veen, *Searching for Peace in Africa*.

²⁶ Crist, Hentges et Serwer, 'Strategic Nonviolent Conflict', p. 2.

²⁷ Karatnycky et Ackerman, *How Freedom is Won*, p. 9. On peut télécharger gratuitement ce rapport au http://www.freedomhouse.org/uploads/special_report/29.pdf. Le document compile des statistiques sur la vigueur des coalitions citoyennes nonviolentes, les agents de transition au sein des gouvernements, les sources de violence pendant les périodes de transition, et offre une analyse statistique de l'impact qu'on pu avoir les coalitions citoyennes nonviolentes et les acteurs violents sur le résultat des transitions ou des nouvelles situations.

Annexe •

Les méthodes
de l'action nonviolente

Cette liste des méthodes de l'action nonviolente est tirée de Gene Sharp, *From Dictatorship to Democracy* (Boston, Albert Einstein Institution, 2002), pp. 69–76.

MÉTHODES DE PROTESTATION ET DE PERSUASION NONVIOLENTES

DÉCLARATIONS OFFICIELLES

1. Discours publics
2. Lettres d'opposition ou d'appui
3. Prises de position par des organisations et des institutions
4. Déclarations publiques signées
5. Déclarations de condamnation ou d'intention
6. Pétitions collectives ou de masse

COMMUNICATIONS AVEC UN AUDITOIRE PLUS VASTE

7. Slogans, caricatures, et symboles
8. Bannières, affiches et communications montrées en public
9. Tracts, dépliants et livres
10. Journaux et revues
11. Enregistrements, radio et télévision
12. Écriture dans le ciel ou sur des terrains

REPRÉSENTATIONS DE GROUPE

13. Délégations
14. Prix de dérision
15. Lobbying et pressions de groupe
16. Piquetage
17. Élections simulées

GESTES PUBLICS SYMBOLIQUES

18. Étalage public de drapeaux et de couleurs symboliques
19. Symboles vestimentaires
20. Prières et culte
21. Remise d'objets symboliques
22. Déshabillage de protestation
23. Destruction de ses propres biens
24. Éclairages symboliques
25. Affichage de portraits
26. Peinture de protestation
27. Nouveaux noms et panneaux de circulation
28. Sons symboliques
29. Réappropriations symboliques
30. Gestes grossiers

PRESSIONS PERSONNELLES

31. « Filature » de personnages publics
32. Quolibets à l'endroit de responsables officiels
33. Fraternalisation
34. Vigiles

THÉÂTRE ET MUSIQUE

35. Saynètes humoristiques et farces
36. Représentations théâtrales et musicales
37. Chant

PROCESSIONS

- 38. Marches
- 39. Défilés
- 40. Processions religieuses
- 41. Pèlerinages
- 42. Défilés automobiles

COMMÉMORATION DES MORTS

- 43. Deuil politique
- 44. Simulacre de funérailles
- 45. Funérailles manifestation
- 46. Hommage aux lieux de sépulture

ASSEMBLÉES PUBLIQUES

- 47. Assemblées de protestation ou d'appui
- 48. Réunions de protestation
- 49. Rencontres de protestation camouflées
- 50. Séminaires-occupations (teach-in)

REFUS ET RENONCIATIONS

- 51. Débrayages
- 52. Silence
- 53. Refus des honneurs
- 54. Action de tourner le dos

MÉTHODES DE NON-COOPÉRATION SOCIALE**OSTRACISME**

- 55. Boycottage social
- 56. Boycottage social sélectif
- 57. Refus sexuel à la Lysistrata
- 58. Excommunication
- 59. Interdiction de séjour (bannissement)

NON-COOPÉRATION**AVEC DES ÉVÉNEMENTS SOCIAUX,
DES PRATIQUES ÉTABLIES, DES INSTITUTIONS**

- 60. Arrêt des activités sociales et sportives
- 61. Boycottage d'événements sociaux
- 62. Grève étudiante
- 63. Désobéissance sociale
- 64. Retrait des institutions sociales

RETRAIT DU SYSTÈME SOCIAL

- 65. Opération ville-morte
- 66. Non-coopération personnelle totale
- 67. « Fuite » des travailleurs et travailleuses
- 68. Recours au sanctuaire
- 69. Disparition collective
- 70. Émigration de protestation (hijrat)

MÉTHODES DE NON-COOPÉRATION ÉCONOMIQUE : BOYCOTTAGES ÉCONOMIQUES

ACTIONS PAR LES CONSOMMATEURS

- 71. Boycottage par les consommateurs
- 72. Non-consommation de biens boycottés
- 73. Politique d'austérité
- 74. Grève de loyer
- 75. Refus de louer
- 76. Boycottage des produits d'une nation
- 77. Boycottage international par les consommateurs

ACTIONS PAR LES TRAVAILLEURS ET LES PRODUCTEURS

- 78. Boycottage par les travailleurs et les travailleuses
- 79. Boycottage par les producteurs

ACTIONS PAR LES INTERMÉDIAIRES

- 80. Boycottage par les fournisseurs ou les manutentionnaires

ACTIONS PAR LES PROPRIÉTAIRES ET LES GESTIONNAIRES

- 81. Boycottage par les marchands
- 82. Refus de louer ou de vendre sa propriété

- 83. Lockout
- 84. Refus d'une aide industrielle
- 85. « Grève générale » des marchands

ACTIONS PAR LES DÉTENTEURS DE RESSOURCES FINANCIÈRES

- 86. Désinvestissement
- 87. Refus de payer des frais, des redevances ou des cotisations
- 88. Refus de payer des dettes ou des intérêts
- 89. Interruption du financement et du crédit
- 90. Refus de payer les impôts, les taxes, les amendes
- 91. Refus de l'argent d'un gouvernement

ACTIONS GOUVERNEMENTALES

- 92. Embargo national
- 93. Liste noire de commerçants
- 94. Embargo sur les ventes à l'international
- 95. Embargo sur les achats internationaux
- 96. Embargo commercial international

MÉTHODES DE NON-COOPÉRATION ÉCONOMIQUE : LA GRÈVE

GRÈVES SYMBOLIQUES

- 97. Grève de protestation
- 98. Débrayage soudain (grève éclair)

GRÈVES AGRICOLES

- 99. Grève paysanne
- 100. Grève des travailleurs et travailleuses agricoles

GRÈVES DE GROUPES PARTICULIERS

- 101. Refus du travail forcé
- 102. Grève de prisonniers
- 103. Grève d'un corps de métiers
- 104. Grève professionnelle

GRÈVES INDUSTRIELLES ORDINAIRES

- 105. Grève par établissement
- 106. Grève industrielle
- 107. Grève de sympathie

GRÈVES LIMITÉES

- 108. Grève progressive
- 109. Grève tournante
- 110. Grève perlée

- 111. Grève du zèle
- 112. Grève-maladie (sick-in)
- 113. Grève par démission
- 114. Grève limitée
- 115. Grève sélective

GRÈVES MULTISECTORIELLES

- 116. Grève généralisée
- 117. Grève générale

**TANDEM DE GRÈVES
ET DE FERMETURES ÉCONOMIQUES**

- 118. Hartal
- 119. Paralysie économique complète

MÉTHODES DE NON-COOPÉRATION POLITIQUE**REJET DE L'AUTORITÉ**

- 120. Refus ou retrait de l'allégeance
- 121. Refus de l'appui public
- 122. Écrits et discours appelant à la résistance

NON-COOPÉRATION CITOYENNE

- 123. Boycottage des corps législatifs
- 124. Boycottage des élections
- 125. Boycottage des emplois et postes gouvernementaux
- 126. Boycottage de ministères, agences et autres organismes gouvernementaux
- 127. Retrait des établissements scolaires gouvernementaux
- 128. Boycottage des organisations soutenues par le gouvernement
- 129. Refus d'aider les forces de l'ordre

- 130. Retrait de la signalisation et des adresses
- 131. Refus d'accepter la nomination de responsables et de dignitaires
- 132. Refus de dissoudre des institutions existantes

ALTERNATIVES CITOYENNES À L'OBÉISSANCE

- 133. Obéissance ralentie et à contrecoeur
- 134. Non-obéissance en l'absence d'une supervision directe
- 135. Non-obéissance populaire
- 136. Désobéissance déguisée
- 137. Refus d'un attroupement ou d'une assemblée de se disperser
- 138. Occupation assise (sitdown)
- 139. Noncoopération avec la conscription et les déportations

JEUNE QU'UNE FOIS

- 140. Clandestinité, fugue et fausse identité
- 141. Désobéissance civile à l'encontre de lois « illégitimes »

ACTIONS PAR LE PERSONNEL GOUVERNEMENTAL

- 142. Refus sélectif par les fonctionnaires de prêter leur concours
- 143. Blocage des chaînes de commandement et d'information
- 144. Obstruction et mesures dilatoires
- 145. Non-coopération administrative générale
- 146. Non-coopération judiciaire
- 147. Inefficacité délibérée et non-coopération sélective de la part d'agents des forces de l'ordre
- 148. Mutinerie

ACTIONS GOUVERNEMENTALES AU PLAN NATIONAL

- 149. Dérobades et délais quasi légaux
- 150. Non-coopération des unités gouvernementales constituantes

ACTIONS GOUVERNEMENTALES AU PLAN INTERNATIONAL

- 151. Changement des représentations diplomatiques et autres
- 152. Remise et annulation d'événements diplomatiques
- 153. Refus de la reconnaissance diplomatique
- 154. Rupture des liens diplomatiques
- 155. Retrait des organismes internationaux
- 156. Refus d'admission au sein d'organismes internationaux
- 157. Expulsion des organisations internationales

MÉTHODES D'INTERVENTION NONVIOLENTE

INTERVENTIONS PSYCHOLOGIQUES

- 158. Exposition aux éléments
- 159. Le jeûne
 - a) jeûne de pression morale
 - b) grève de la faim
 - c) jeûne gandhien

- 160. Procès de rupture
- 161. Harcèlement nonviolent

INTERVENTIONS PHYSIQUES

- 162. Occupation assise (sit-in)
- 163. Intervention debout (stand-in)
- 164. Intervention passager (ride-in)

- 165. Intervention baignade (wade-in)
- 166. Occupation mobile (mill-in)
- 167. Occupation prière (pray-in)
- 168. Raids nonviolents
- 169. Raids aériens nonviolents
- 170. Invasion nonviolente
- 171. Interposition nonviolente
- 172. Obstruction nonviolente
- 173. Occupation nonviolente

INTERVENTIONS SOCIALES

- 174. Établissement de nouveaux comportements sociaux
- 175. Débordement des établissements
- 176. Action retardement (stall-in)
- 177. Intervention impromptue (speak-in)
- 178. Théâtre de guérilla
- 179. Institutions sociales alternatives
- 180. Systèmes alternatifs de communication

INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES

- 181. Grève positive
- 182. Grève-occupation
- 183. Saisie-occupation nonviolente des terres
- 184. Défi des embargos et des blocus
- 185. Contrefaçon politiquement motivée
- 186. Achats de raréfaction
- 187. Saisie des avoirs
- 188. Dumping
- 189. Consommation positive (« girlcott »)
- 190. Marchés parallèles
- 191. Systèmes de transport parallèles
- 192. Institutions économiques parallèles

INTERVENTIONS POLITIQUES

- 193. Débordement des appareils administratifs
- 194. Divulgence de l'identité d'agents secrets
- 195. Emprisonnement volontaire
- 196. Désobéissance civile de lois « neutres »
- 197. Poursuite du travail sans collaboration
- 198. Double souveraineté et gouvernement parallèle

Bibliographie

LECTURES RECOMMANDÉES

- ABRAHAM, Kinfe. Ethiopia: From Bullets to the Ballot Box. The Bumpy Road to Democracy and the Political Economy of Transition. Lawrenceville (New Jersey), Red Sea Press, 1994.
- ACKERMAN, Peter et Jack DUVALL. A Force More Powerful: A Century of Nonviolent Conflict. New York, St. Martin's Press, 2000.
- AKE, Claude. « WASU in Ghana, Nigeria and Sierra Leone » in The Role of African Student Movements in the Political and Social Evolution of Africa from 1900 to 1975. Paris, UNESCO, 1994.
- ANDRIEUX, Aurélie, Diana SAROSI et Yeshua MOSER-PUANGSUWAN. Speaking Truth to Power: The Methods of Nonviolent Struggle in Burma. Bangkok, Nonviolence International, 2005.
- ASLUND, Anders et Michael MCFAUL. Revolution in Orange: The Origins of Ukraine's Democratic Breakthrough. Washington (D.C.), Carnegie Endowment for International Peace, 2006.
- BRETT, Rachel et Irma SPECHT. Young Soldiers: Why They Choose to Fight. Genève, Organisation internationale du travail, 2004.
- BRILL ALCOTT, Martha. Central Asia's Second Chance. Washington, D.C.: Carnegie Endowment for International Peace. 2005.
- CHAINAWA, David. « Southern Africa since 1945 » in General History of Africa. Vol. 8, Africa since 1935. Londres, Heinemann, 1993.
- CLARK, Howard. Civil Resistance in Kosovo. Londres, Pluto Press, 2000.
- CRIST, John T., Harriet Hentges, et Daniel Serwer. Strategic Nonviolent Conflict: Lessons from the Past, Ideas for the Future. Special Report. United States Institute for Peace, Washington, D.C., 2002. www.usip.org.
- CROW, Ralph E., Philip GRANT et Saad E. IBRAHIM (direction). Arab Nonviolent Political Struggle in the Middle East. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1990.
- DE WAAL, Alex, et Nicolas ARGENTI (direction). Young Africa: Realising the Rights of Children and Youth. Trenton (New Jersey), Africa World Press, 2002.

BIBLIOGRAPHIE

- EGLITIS, Olgerts. *Nonviolent Action in the Liberation of Latvia*. Cambridge, Massachusetts, Albert Einstein Institution, 1993. www.aeinstein.org/publications
- ESLER, Anthony. *The Youth Revolution: The Conflict of Generations in Modern History*. Lexington (Massachusetts), Heath, 1974.
- FANON, Franz, *Les damnés de la terre*. Paris, La Découverte, 1961.
- FOREST, Jim, et Nancy FOREST. *Four Days in February: The Story of the Nonviolent Overthrow of the Marcos Regime*. Basingstoke, England, Marshall Pickering, 1988.
- FUKUDA C. M. « Peace through Nonviolent Action: The East Timorese Resistance Movement's Strategy for Engagement » in *Pacifica Review*, 2000. 12:1, pp. 16-31.
- GEORGE-WILLIAMS, Desmond. 'Bite Not One Another': Selected Accounts of Nonviolent Struggle in Africa. Genève, Université pour la paix, 2006. Pour commander : publications@upeace.org.
- GREENFIELD, Richard. « Two Months That Shook Sudan » in *Horn of Africa*, 8:1, 1985. pp. 5-20.
- HARRISON, Graham. *Issues in the Contemporary Politics of Sub-Saharan Africa: The Dynamics of Struggle and Resistance*. Basingstoke, England, Palgrave Macmillan, 2002.
- KARATNYCKY, Adrian et Peter Ackerman. *How Freedom Is Won: From Civic Resistance to Durable Democracy*. Washington (D.C.), Freedom House, 2005. http://www.freedomhouse.org/uploads/special_report/29.pdf
- KING, Mary. *Mahatma Gandhi and Martin Luther King, Jr.: The Power of Nonviolent Action*, 2e édition. New Delhi, Mehta Publishers et Indian Council for Cultural Relations, 2002. Pour commander : mopl@vsnl.com.
- KING, Mary. *Quiet Revolution: Nonviolent Strategies in the First Palestinian Intifada, 1987-1991*. New York, Nation Books, publication prévue en 2006.
- MARKS, Monique. *Young Warriors: Youth Politics, Identity and Violence in South Africa*. Johannesburg, Witwatersrand University Press, 2001.
- MCCARTHY, Ronald M. « The Techniques of Nonviolent Action: Some Principles of Its Nature, Use, and Effect » in *Arab Nonviolent Political Struggle in the Middle East*, sous la direction de Ralph E. Crow, Philip Grant et Saad E. Ibrahim. Boulder (Colorado), Lynne Rienner Publishers, 1990.

JEUNE QU'UNE FOIS

MEKENKAMP, Monique, Paul van TONGEREN, et Hans VAN DE VEEN (direction). Searching for Peace in Africa: An Overview of Conflict Prevention and Management Activities. Utrecht, European Platform for Conflict Prevention and Transformation, 1999.

Middle East Information and Research Project. « Sudan's Revolutionary Spring » in MERIP Reports, Septembre 1985, pp. 2-28.

MINIOTAITE, Grazina. Nonviolent Resistance in Lithuania: A Story of Peaceful Liberation. Boston, Albert Einstein Institution, 2002.

ROBERTS, Adam (dir.). Civilian Resistance as a National Defence: Non-violent Action against Aggression. Middlesex, Penguin Books, 1969.

SCHELL, Jonathan. The Unconquerable World: Power, Nonviolence, and the Will of the People. New York, Henry Holt and Company, 2003.

SEMELIN, Jacques. Sans armes face à Hitler : la Résistance civile en Europe (1939–1943). Payot, Paris, 1989.

SHARP, Gene. Waging Nonviolent Struggle: 20th Century Practice and 21st Century Potential. Boston, Porter Sargent Publishers, 2005.

SHARP, Gene. From Dictatorship to Democracy: A Conceptual Framework for Liberation. Boston, Albert Einstein Institution, 2002.

www.aeinstein.org/organizations/org/FDTD.pdf

SHARP, Gene. The Politics of Nonviolent Action. Boston, Porter Sargent Publishers, 1973.

SUTHERLAND, Bill et Matt MEYER. Guns and Gandhi in Africa: Pan African Insights on Nonviolence, Armed Struggle and Liberation in Africa. Asmara, Eritrea et Trenton New Jersey), Africa World Press, 2000.

WHEATLEY, Jonathan. Georgia from National Awakening to Rose Revolution: Delayed Transition in the Former Soviet Union. Burlington (Vermont), Ashgate, 2005.

WOKOMA, Iyenemi Norman. Assessing the Accomplishments of Women's Nonviolent Direct Action in the Niger Delta. Thèse de maîtrise, Department of Gender and Peace Building, Université pour la paix, 2005.

ZHAO, Dingxin. The Power of Tiananmen: State-Society Relations and the 1989 Beijing Student Movement. Chicago, University of Chicago Press, 2001.

LECTURES SUPPLÉMENTAIRES

- BIKO, Steve. *Black Consciousness in South Africa*. New York, Random House, 1978.
- BLEIKER, Roland. *Popular Dissent, Human Agency, and Global Politics*. Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
- BOT, Monika. *School Boycotts 1984: The Crisis in African Education*, Durban, Indicator Project South Africa, Centre for Applied Social Sciences, University of Natal, 1985.
- CARTER, April. *Direct Action and Democracy Today*, Londres, Polity Press, 2005.
- CHAFER, Tony. *The End of Empire in French West Africa: France's Successful Decolonization?* Oxford, Berg Publishers, 2002.
- DIOP, Cheikh Anta. *Antériorité des civilisations nègres, mythe ou vérité historique?* Paris, Présence africaine, 1967.
- GANDHI, Mohandas K. *Satyagraha in South Africa*, Ahmedabad, Navaji-van Publishing House, 1928.
- HANNA, William John. *University Students and African Politics*, Londres, Africana, 1975.
- HELVEY, Robert. *On Strategic Nonviolent Conflict: Thinking about the Fundamentals*, Boston, Albert Einstein Institution, 2004. [www. aeinstein.org/organizations/org/OSNC.pdf](http://www.aeinstein.org/organizations/org/OSNC.pdf)
- KAUNDA, Kenneth. *The Riddle of Violence*. San Francisco, Harper and Row, 1980.
- MCCARTHY, Ronald M. et Gene SHARP. *Nonviolent Action: A Research Guide*, New York, Garland Publishing, 1997.
- MILLER, Christopher A., en collaboration avec Mary E. King. *A Glossary of Terms and Concepts in Peace and Conflict Studies*, seconde édition, Genève, Université pour la paix, 2005. Pour commander : publications@upeace.org.
- NKRUMAH, Kwame. *Revolutionary Path*. New York, International Publishers, 1973.
- RANDLE, Michael. *Civil Resistance*. Londres, Fontana Press, 1994.
- RANDLE, Michael (dir.). *Challenge to Nonviolence: Issues in Peace Research*. Bradford, England, Department of Peace Studies, University of Bradford, 2002.

JEUNE QU'UNE FOIS

SCHOCK, Kurt. *Unarmed Insurrections: People Power Movements in Non-democracies*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. *Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975*. Paris, UNESCO, 1994.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. *Violations of Human Rights: Possible Rights of Recourse and Forms of Resistance. Rencontre d'experts sur l'analyse de la base et des formes d'action individuelle et collective par laquelle les violations des droits de l'homme peuvent être combattues*, Freetown, Sierra Leone, 3 au 7 mars 1981. Paris, UNESCO, 1984.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Christopher A. Miller est chercheur consultant auprès du Programme Afrique de l'Université pour la Paix. Il a travaillé auparavant comme adjoint à la recherche pour Mary E. King, professeure, et comme coordonnateur de programme pour l'Albert Einstein Institution, à Boston, au Massachusetts. C'est là que M. Miller a entrepris ses travaux actuels de recherche sur les groupes et les mouvements qui font appel à la lutte nonviolente stratégique dans diverses régions du monde, dont au Bélarus, au Nigeria, au Tibet et au Venezuela. M. Miller a également enseigné et donné des conférences portant sur l'action nonviolente en Lituanie et en Ukraine, en plus de contribuer à des programmes de formation sur le sujet en Afrique et en Asie. Il est l'auteur de plusieurs publications dans le domaine de la résistance nonviolente. Christopher A. Miller est titulaire d'une maîtrise en Affaires internationales avec concentration sur l'Eurasie, de la School of International Service de l'American University, à Washington (DC), et il détient une licence en sociologie du Ithaca College, New York.

Université pour la Paix

PO Box 2794, code 1250

Addis-Abeba, Éthiopie

Téléphone : +251-11-6180991

Fax : +251-11-6180993

Courriel : africaprogramme@upeace.org

Site Internet : www.africa.upeace.org

Université pour la Paix

Siège social au Costa Rica

Apdo. 138-6100

Ciudad Colon, Costa Rica

Téléphone : + 506 2205 9000

Fax : + 506 2249 1929

Courriel : info@upeace.org

Site Internet : www.upeace.org

Université pour la Paix

Bureau de Genève

7-9 chemin de Balexert

1219 Châtelaine/Genève, Suisse

Téléphone : +41-22-737-3080

Fax : +41 22-737-3090

Courriel : info@upeace.ch

Site Internet : www.upeace.org



Bibliothèque, Abuja, Nigeria

Photo : UPEACE/Joutiar Saleh